



# ANDRÉ PRATTE POUR LA STABILITÉ

DÉBATS PAGE A20

## LA PRESSE



### MADONNA AU CENTRE BELL ÉPOUSTOUFLANTE!

La star chante, danse, provoque,  
amuse et en met plein la vue.

ARTS

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

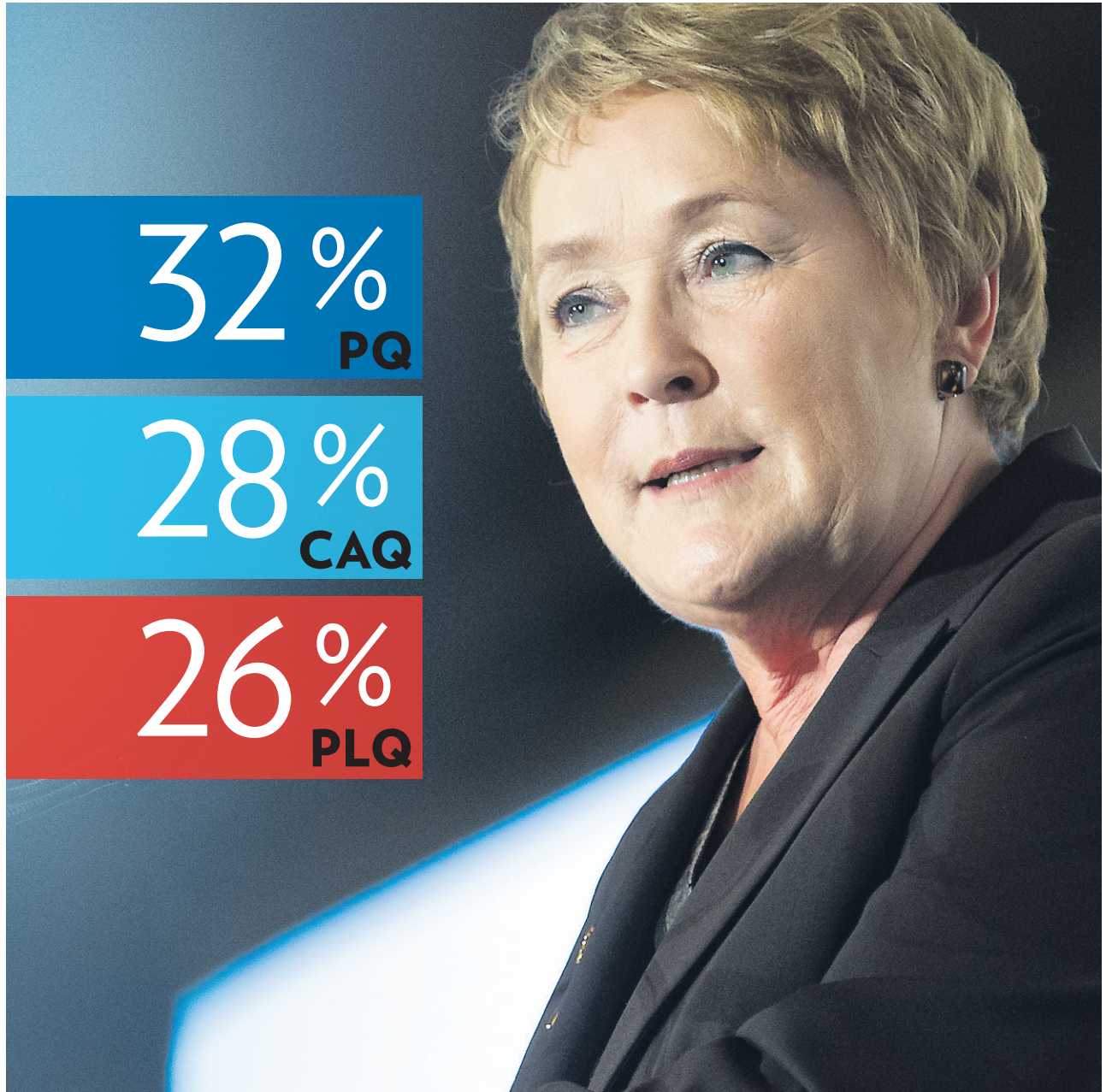


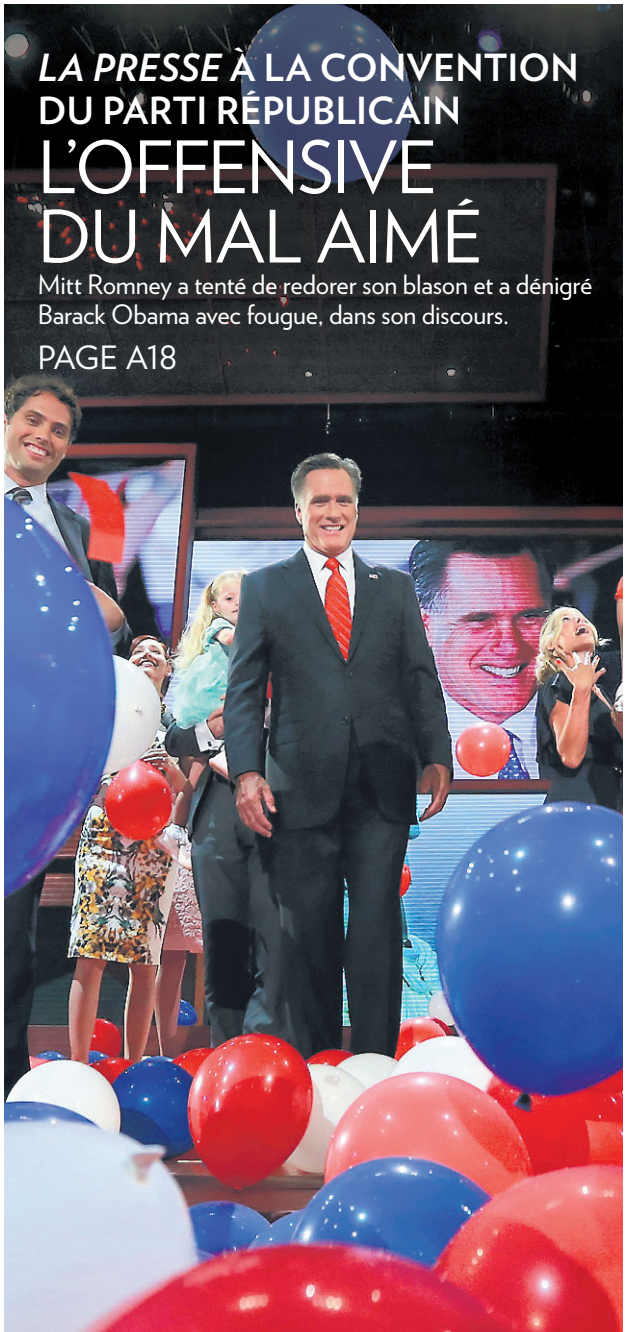
PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

SONDAGE CROP—LA PRESSE

## MAROIS EN VOIE D'ÊTRE PREMIÈRE MINISTRE

La lutte est chaude entre la Coalition avenir Québec et le Parti libéral du Québec pour former l'opposition officielle face à un gouvernement péquiste minoritaire.

PAGES A2 ET A3



### LA PRESSE À LA CONVENTION DU PARTI RÉPUBLICAIN L'OFFENSIVE DU MAL AIMÉ

Mitt Romney a tenté de redorer son blason et a dénigré Barack Obama avec fougue, dans son discours.

PAGE A18

PHOTO ADREES LATIF, REUTERS

### ENTREVUE EXCLUSIVE



« IL Y A DEUX  
POSSIBILITÉS:  
UN GOUVERNEMENT  
LIBÉRAL OU UN  
GOUVERNEMENT  
PÉQUISTE. »

En entrevue avec *La Presse*,  
Jean Charest reconnaît  
la possibilité d'une victoire  
du Parti québécois.

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

BANQUES  
CANADIENNES  
DES MACHINES  
À PROFITS  
AFFAIRES

LNH  
BETTMAN  
ET LE STYLE  
BULLDOZER

PHILIPPE CANTIN  
SPORTS

RESTAURATION  
LE VERMONT MET FIN  
À LA « QUEB TAX »

Des restaurateurs imposaient  
une taxe de 18% aux clients  
québécois qui, selon eux,  
risquaient de ne pas donner  
un bon pourboire.

PAGE A14



MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE  
Stephen Harper veut remplacer tous les nus dans les musées  
par des portraits du prince Harry.

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



L-V 621 924 987 651



Des conseillers disponibles quand vous  
l'êtes, c'est pratique ! Par téléphone.  
En succursale. Au café du coin.

Composez le 1 800 769-2511 pour parler de vos objectifs  
et découvrir comment les atteindre.

RBC Banque Royale

Une banque de conseils  
pour vous guider.™



# ÉLECTIONS QUÉBEC 2012



PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE

## UNE CHAUDE LUTTE

Le PQ minoritaire, Charest et Legault se disputent l'opposition officielle

### LE MEILLEUR PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC?

n= 1002

Jean Charest **20 %**

Pauline Marois **21 %**

François Legault **23 %**

#### DENIS LESSARD

Pauline Marois pourrait bien devenir mardi la première femme élue à la tête du gouvernement du Québec, mais les électeurs, réticents à la tenue d'un autre référendum et avant tout désireux de remplacer Jean Charest, ne lui donneraient pas le mandat majoritaire qu'elle souhaite. La montée de la Coalition avenir Québec (CAQ) s'essouffle juste au moment où François Legault semblait en voie de devenir chef de l'opposition.

C'est ce qui ressort de la quatrième et dernière enquête réalisée par la maison CROP pour le compte de *La Presse* dans le cadre de la campagne électorale. Le coup de sonde, qui a été réalisé du 27 au 29 août derniers, a permis de joindre par téléphone 1002 personnes, ce qui assure que la marge d'erreur ne dépasse pas 3,1%. Pas de changement dramatique dans les appuis des trois principaux partis depuis la semaine dernière. Seuls les

partisans de Québec solidaire ont une raison de se réjouir; le parti gagne deux points, à 9%, conséquence directe de la bonne performance de Françoise David au débat télévisé, observe Youri Rivest, vice-président de CROP.

Une fois répartis proportionnellement les 19% d'indécis, dont 6% de «discrets», CROP constate que le PLQ et la CAQ restent au même niveau que la semaine dernière, avec respectivement 26 et 28% des intentions de vote. Le PQ passe de 33 à 32%, un mouvement d'un point trop faible pour être significatif. Sur les quatre sondages de la campagne, le PQ paraît faire du surplace, le PLQ a baissé mais il s'est stabilisé, et la CAQ voit pour la première fois sa lente progression stoppée.

Pour le spécialiste, M<sup>me</sup> Marois est clairement en terrain minoritaire, mais il devient impossible de prédire quel parti formera l'opposition officielle.

Il reste beaucoup d'indécis; 12% des gens affirment ne pas savoir pour qui ils vont voter. Avec 6% de «discrets» et 22% de répondants qui reconnaissent pouvoir changer d'idée, c'est près d'un électeur sur trois qui est «disponible», «c'est beaucoup, à une semaine du vote», dit M. Rivest, qui juge toujours possible un

courant de dernière minute échappant aux sondeurs. Les gens sont déterminés à aller voter – 86% des répondants vont aller aux urnes – 93% des péquistes, 91% des caquistes et 89% des libéraux vont «certainement» faire leur devoir de citoyen. Et la campagne a suscité de l'intérêt: 75% des gens y prêtent attention, contre 64% au signal de départ.

**Avec 6% de «discrets» et 22% de répondants qui reconnaissent pouvoir changer d'idée, le vice-président de CROP juge toujours possible un courant de dernière minute échappant aux sondeurs.**

Dans l'ensemble, le 4 septembre, les trois principaux partis conserveront un nombre respectable de sièges, prédit Youri Rivest; aucun ne sera marginalisé. Le PLQ peut espérer «au moins 30 sièges». Une première en 30 ans, le PLQ risque d'être deuxième quant au nombre de votes. Les libéraux ont toujours eu la pluralité des voix après la défaite de Claude Ryan en 1981, même battus en 1994 et en 1998. Forte à Québec et dans la couronne montréalaise, la CAQ a aussi un plancher à 30 élus, selon lui. Pour M. Rivest, comme le PQ ne peut espérer

récolter la totalité des 65 circonscriptions qui restent, il est pratiquement impossible qu'il soit majoritaire – le seuil est à 63 circonscriptions.

On constate une similitude avec 2007. Les bastions de l'ADQ étaient les mêmes que ceux de la CAQ actuellement: des appuis importants dans la région de la Capitale-Nationale, dans l'axe Québec-

Par région, on constate que la bataille se poursuit entre le PQ et la CAQ dans le 450. Le PQ est à 35%, comparativement à 33% pour la CAQ, le même écart qu'au précédent sondage. Dans l'île de Montréal, le PQ resserre l'écart avec le PLQ – il monte de trois points, à 28%, tandis que les libéraux glissent d'autant, à 32%. Dans la région de Québec, la CAQ continue de dominer, à 35%, les libéraux montent de deux points, à 27%, mais le PQ glisse de quatre points, à 24%.

Sous l'angle de la popularité des chefs, guère de changement par rapport à semaine dernière. Jean Charest gagne un point, à 20%, Pauline Marois fait deux points de moins, à 21%, et M. Legault descend d'un cran, à 23%. Françoise David grimpe de deux, à 9%.

Sur une période plus longue, on observe que la campagne n'a pas permis à M<sup>me</sup> Marois de se mettre en valeur. Elle est passée de 25 à 21% comme «meilleur premier ministre». Jean Charest a chuté aussi, de 26 à 20%. François Legault avait 22% à la ligne de départ, il reste à 23%, mais avait atteint les 25% après avoir enrôlé Jacques Duchesneau comme candidat. «Personne ne se démarque», observe Youri Rivest, qui souligne que 25% des gens ne voulaient pas se prononcer ou ne trouvaient aucun des chefs capable de remplir cette fonction.

### SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 11
Bourses	AFFAIRES 8 et 9
Débats	A 20 et 21
Décès	AFFAIRES 11
Horaire télévision	ARTS 8
Loteries	A 10
Monde	A 17, 18 et 19
Petites annonces	AFFAIRES 10 et 11
	AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

### Météo

Possibilité d'orages, maximum 29, minimum 15. AFFAIRES 10

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?**  
nouvelles@lapresse.ca

**UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?**  
commentaires@lapresse.ca

## Vote stratégique

C'est au Parti québécois qu'on retrouve le plus de votes «stratégiques», l'ultime levier des chefs de parti pour inciter les électeurs à les appuyer. Pas moins d'un électeur péquiste sur quatre – 24% – avoue qu'il appuiera le PQ pour s'assurer qu'un autre parti ne prendra pas le pouvoir.

Pour Youri Rivest, ces données portent à croire que les gens veulent remplacer Jean Charest sans adhérer pour autant aux réformes plus draconiennes que laisse entrevoir la Coalition avenir Québec. En revanche, c'est

aussi l'indice qu'une victoire du PQ n'est pas nécessairement le gage d'un enthousiasme particulier pour son plan de match sur la question nationale.

CROP a mesuré ce qui motive les électeurs à appuyer l'un ou l'autre des partis. On observe que c'est à la Coalition avenir Québec qu'on trouve les appuis les plus liés au programme lui-même. Ainsi, 89% des partisans de la CAQ expliquent leur choix en soutenant que ce parti est celui qui «se rapproche le plus de [leurs] valeurs et de [leurs]

convictions». Pour les libéraux, Québec solidaire et Option nationale, on retrouve les mêmes scores à 86%.

La situation est différente au PQ, où 76% des gens votent pour le parti qui correspond le plus à leurs valeurs. Le vote «stratégique» destiné à bloquer la route à une autre formation représente 24% de ses électeurs. Pour 13% des libéraux et des partisans de Québec solidaire, on vise à bloquer un adversaire. Seulement 10% des caquistes appuient cette stratégie.

ÉLECTIONS QUÉBEC 2012



PHOTO RYAN REMIORZ, LA PRESSE CANADIENNE



PHOTO MARTIN ROY, LE DROIT

# L'appui à la souveraineté recule

DENIS LESSARD

Le Parti québécois est aux portes du pouvoir, mais le courant souverainiste est clairement en perte de vitesse. Seulement 28 % des gens voteraient Oui à un référendum proposant que le Québec devienne un pays souverain, un recul de huit points depuis le début de la campagne électorale.

Et la campagne de François Legault auprès des fédéralistes a des conséquences; seulement 12 % des souverainistes appuient la Coalition avenir Québec, une situation qui peut lui poser problème dans les circonscriptions ciblées à l'origine, dans Lanaudière notamment, un terreau toujours très nationaliste.

Dans son coup de sonde, CROP constate que le camp du Non ne gagne pas autant de terrain toutefois. On est passé de 60 à 62 % depuis le début août, révèlent les données brutes. Ce sont les indécis qui ont pris du poids – ils étaient 4 % au début du mois d'août, on en retrouve désormais 10 % sur la question référendaire.

Pour Youri Rivest, cette baisse « n'est pas une tendance, mais la campagne électorale se solde par une perte d'appuis au Oui ». Pour lui, c'est la conséquence directe du message plutôt ambigu de M<sup>me</sup> Marois quant à la stratégie référendaire. « On ne sait pas si elle veut faire un référendum, et avec l'idée du référendum d'initiative populaire, on ne sait plus trop comment cela va fonctionner », résume-t-il.

Il faut remonter à 2007, lors de la montée des « autonomistes » de Mario Dumont et de l'éphémère intérêt des Québécois pour Stephen Harper, pour retrouver d'aussi faibles taux d'appui au oui, rappelle le sondeur.

Pour CROP, il se trouve 21 % de « souverainistes mobilisés » qui vont voter oui, qui souhaitent en même temps un référendum dans un premier mandat péquiste. Après, on trouve un bloc de 7 % qui est favorable à un référendum, mais pas dans le premier mandat.

CROP observe aussi que 37 % des électeurs péquistes sont défavorables à la tenue d'un référendum dans un premier mandat – 68 % de l'ensemble des répondants sont de cet avis. Aussi, 62 % des péquistes sont favorables à un référendum dès le premier mandat Marois.

## INTENTIONS DE VOTE

	APRÈS RÉPARTITION (des indécis)				LANGUE MATERNELLE
	4-8 août n= 943	12-14 août n= 815	24-26 août n= 829	27-29 août n= 817	Français n= 736
Parti québécois de Pauline Marois	32%	34%	33%	<b>32%</b>	37%
Coalition avenir Québec de François Legault	21%	25%	28%	<b>28%</b>	30%
Parti libéral du Québec de Jean Charest	29%	27%	26%	<b>26%</b>	19%
Québec solidaire d'Amir Khadir et Françoise David	8%	7%	7%	<b>9%</b>	10%
Parti vert de Claude Sabourin	3%	3%	3%	<b>2%</b>	2%
Option nationale de Jean-Martin Aussant	2%	2%	3%	<b>2%</b>	2%
Un autre parti	4%	1%	1%	<b>1%</b>	1%

## RÉFÉRENDUM SUR LA SOUVERAINÉTÉ DU QUÉBEC DÈS UN PREMIER MANDAT

	Total n= 1002	Parmi les électeurs du PQ n= 270
Très favorable	8%	20%
Plutôt favorable	20%	42%
<b>Total</b>	<b>29%</b>	<b>62%</b>
Très défavorable	49%	12%
Plutôt défavorable	19%	25%
<b>Total</b>	<b>68%</b>	<b>37%</b>
Je ne sais pas	4%	2%

## MÉTHODOLOGIE

### Un sondage téléphonique probabiliste

La collecte téléphonique de données s'est déroulée du 27 au 29 août 2012. Un total de 1002 entrevues ont été réalisées.

Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence ainsi que la langue maternelle.

La marge d'erreur maximale de ce sondage est de 3,1 points, 19 fois sur 20.

## ÉLECTIONS QUÉBEC 2012



PHOTOS DAVID BOILY, LA PRESSE

Jean Charest en entrevue avec *La Presse*

# Appel ultime aux fédéralistes



DENIS LESSARD

Jean Charest abat son ultime carte. Avec l'espoir de rallier tous les fédéralistes, il reconnaît désormais possible l'élection d'un gouvernement péquiste, le 4 septembre. Le gouvernement sera libéral ou péquiste, mais François Legault n'a aucune chance de devenir premier ministre, selon lui.

À quatre jours du vote, Jean Charest a jonglé pour la première fois avec le scénario d'une victoire péquiste – que prédisent unanimement les sondages – dans une entrevue à la table éditoriale de *La Presse*. Selon un sondage CROP publié aujourd'hui, pas moins de 82 % des partisans de la Coalition avenir Québec (CAQ) voteraient non au référendum. Ainsi, François Legault gruge clairement dans les appuis fédéralistes monopolisés par le PLQ jusqu'ici. Avec sa sortie, Jean Charest les prévient sans détour: il est le seul fédéraliste qui ait une chance de remporter l'élection.

« Dans ce que je vois, le 4 septembre, il y a deux

possibilités: un gouvernement libéral ou un gouvernement péquiste. Ce ne sera pas caquiste. Faites le tour du Québec, la CAQ n'est pas dans l'île de Montréal, elle n'est pas dans l'Outaouais, ni dans l'Estrie, ni dans l'est du Québec, ni dans le Saguenay, ni en Abitibi. Ils ne sont pas présents, ils sont concentrés à certains endroits.

« Dans la réalité, sur le terrain, voter pour la CAQ, c'est aider le PQ à se faire élire », martèle-t-il. S'il retient

**Les électeurs devraient, selon lui, miser sur le parti qui assure le plus de stabilité, les meilleures chances de croissance économique.**

désormais un scénario où le PQ l'emporterait, il se dit « confiant » de voir élire un gouvernement libéral et refuse catégoriquement de spéculer sur son avenir dans l'éventualité d'une défaite. Il se « concentre sur une chose », son élection à la tête d'un gouvernement. Et il ajoute, sans insister: « J'y crois beaucoup... je suis même très confiant.

« Après neuf ans de gouvernement, les gens s'interrogent,

se demandent s'il est temps de faire un changement. C'est légitime, normal comme question, cela ne me choque pas », convient Jean Charest. Mais une fois ce constat fait, les électeurs devraient, selon lui, miser sur le parti qui assure le plus de stabilité, les meilleures chances de croissance économique.

### Économie et référendum

Il avoue être un peu médusé de la faible place qu'occupe l'économie dans la campagne

électorale, un sujet qui domine celle des Américains. « Ici, nos adversaires n'en ont pas beaucoup parlé parce que notre performance est bonne! », tranche le candidat libéral, qui brandit des données du ministère des Finances.

Il tire à boulets rouges sur la « neutralité » de François Legault dans une éventuelle campagne référendaire. Les Québécois peuvent hésiter, « s'interroger » sur la question nationale, « mais

pas les chefs de parti; ils ne peuvent rester neutres sur l'avenir de leur pays ». Le premier ministre du Québec « ne peut s'asseoir sur la clôture ».

Mais après neuf ans, ce défenseur acharné du fédéralisme ne peut s'engager, s'il est réélu, à faire en sorte que le Québec adhère à la Constitution de 1982. « Ce n'est pas dans nos cartons de rouvrir le dossier constitutionnel », tranche-t-il. Mais depuis 2003, son gouvernement a prouvé que le Canada fonctionne, des transferts en santé jusqu'à la représentation du Québec sur la scène internationale, autant de gains obtenus par Québec, rappelle-t-il.

### Crise étudiante

Sur la crise étudiante, il insiste: la loi 12 – le projet de loi 78 – était un passage obligé. Aussi n'est-il pas question de l'abroger plus tôt que prévu [juillet 2013] pour détendre l'atmosphère dans les rapports avec les associations étudiantes. Ironiquement, pour appuyer les manifestants québécois, les organisateurs d'un rassemblement parisien devaient fournir beaucoup plus de détails que les étudiants québécois. « C'était bien davantage qu'un délai de

huit heures pour un rassemblement de 50 personnes! », a souligné le chef libéral.

Beaucoup de gens ont trouvé le printemps dernier très dur, « et ils vont aller voter le 4 septembre ». En dehors de Montréal, la population a une lecture « totalement différente » des événements du printemps, selon lui.

Interrogé sur son ex-ministre Nathalie Normandeau, qui a accepté des billets de spectacle d'un entrepreneur, Jean Charest se refuse encore à critiquer son ex-collègue, dont l'intégrité et la bonne foi ne font pas de doute, selon lui. Il a appris la chose après coup, dit-il. « Si j'avais été consulté avant, oui, peut être que cela aurait été différent », a-t-il affirmé, refusant de dire si, à son avis, sa ministre avait manqué de jugement.

Il n'est pas responsable du cynisme actuel de la population envers les politiciens, soutient-il. « Toute la classe politique est affectée: on flatte les préjugés et l'épisode de M. Duchesneau parle de lui-même. » Lancer des mises en demeure pour faire taire l'ancien policier? « Il faudrait que je passe la campagne électorale au palais de justice et j'ai d'autres chats à fouetter. Il se dépêtera avec ses propos », dit-il avec ironie.



### LA PRESSE REÇOIT CETTE SEMAINE EN RENCONTRE ÉDITORIALE LES CHEFS DES TROIS PRINCIPAUX PARTIS.

Les rendez-vous ont été fixés selon les disponibilités de chacun des chefs, par leur organisation. Mercredi, nous vous avons présenté les entretiens avec François Legault et Pauline Marois. Aujourd'hui, c'est le tour de Jean Charest.

## Plaidoyer pour Montréal

Le problème de la solvabilité des régimes de retraite n'est pas propre à Montréal. L'ensemble du Québec, le secteur public et le secteur privé se retrouvent devant ce précipice. Il faudra trouver une solution d'ensemble, estime le premier ministre Jean Charest, sans toutefois que le gouvernement s'engage à combler ce déficit.

Dans son entrevue accordée à *La Presse*, Jean Charest indique clairement qu'il n'a pas l'intention de « jouer dans les structures ». « On a joué dans ce film-là; l'obsession des structures au Québec peut être assez malade. Il faut du leadership et faire avancer les projets. On a donné dans les structures », souligne-t-il. Pour lui, il n'est pas nécessaire de réduire le nombre d'élus à Montréal

– qui sont 103 –, comme l'envisage François Legault.

Le gouvernement libéral « a beaucoup appuyé Montréal et je ne suis pas de ceux qui disent que quand on fait quelque chose pour Québec, cela est déduit du compte de Montréal » affirme-t-il. Le Quartier des spectacles, la salle de l'OSM, le financement des transports en commun sont des exemples tangibles. De plus, l'injection de fonds publics dans les infrastructures de transport doit être mise dans la balance. « Ce n'est pas seulement pour Montréal, mais c'est beaucoup pour Montréal... la réfection de Turcot, cela ne peut se reporter », rappelle-t-il. Et pas question d'ajouter à la taxe sur l'essence, comme le réclament les maires. Québec a déjà ajouté 1 cent le litre au budget de 2011 et a permis une hausse des

coûts d'immatriculation pour les résidents de l'île, rappelle-t-il.

L'administration montréalaise a un gigantesque problème avec la solvabilité du régime de retraite des employés municipaux. C'est aussi le cas de bien des entreprises, observe-t-il. Québec a mis en place un groupe de travail avec l'Union des municipalités du Québec et le ministère des Affaires municipales, qui travaillera de concert avec le comité dirigé par Alban D'Amours. « Mais il n'y a pas de réponse facile », dit M. Charest, qui ne s'engage pas à ce que Québec sorte son chèque pour éponger le déficit du régime. « Contrairement à M. Legault, je ne vois pas de réponse simpliste à ce problème », conclut M. Charest.

— Denis Lessard

# Non, rien de rien...



VINCENT  
MARISSAL  
CHRONIQUE

Devant nous, au bout de la grande table du 4<sup>e</sup> étage où nous faisons les rencontres éditoriales, c'était bien Jean Charest, bon teint, bonne mine après un mois de campagne, la répartie vive, un brin cabotin et aussi à l'aise avec les chiffres pour vanter son bilan qu'avec les formules-chocs pour attaquer ses adversaires.

C'était bien Jean Charest, mais plus l'entrevue progressait, plus j'entendais distinctement la voix rauque d'Édith Piaf: «Non, rien de rien, non je ne regrette rien...»

Visiblement, l'expression mea-culpa ne fait pas partie du vocabulaire du chef libéral. On l'a vu lors des débats, Jean Charest est mû par une confiance inébranlable et par une capacité innée à relancer le blâme sur les autres, même s'il doit retourner 15 ans en arrière pour critiquer leurs décisions. Ses partisans y voient détermination et force de caractère, mais plusieurs autres perçoivent plutôt de l'arrogance.

Évidemment, il n'est pas facile, et toujours délicat, pour

un politicien de s'excuser ou de reconnaître une erreur, mais une petite dose d'humilité de la part d'un dirigeant est généralement bien perçue par les électeurs. Surtout après neuf ans de pouvoir, dont une dernière année particulièrement mouvementée.

Pas question de se faire hara-kiri, seulement un petit pas en arrière pour dire j'aurais dû faire ceci, cela, ou encore, nous aurions pu mieux faire.

■■■

La seule petite admission de Jean Charest, en plus d'une heure d'entretien avec une dizaine de journalistes et d'éditorialistes de *La Presse*: «Nous n'avons pas vu venir la crise étudiante», dit-il, en s'empressant d'ajouter: «Mais personne ne l'avait vue venir...»

Y a-t-il quelque chose qu'il aurait fait différemment pour désamorcer cette crise? «J'ai cherché en mon âme et conscience [sans trouver]», dit Jean Charest, se lançant aussitôt dans l'énumération des gestes faits par son

gouvernement pour tenter de calmer le jeu durant les mois chauds du printemps.

Même inébranlable assurance dans tous les dossiers abordés autour de la table.

Quelques exemples:

«La prime salariale cachée de 75 000 dollars que lui a versée son parti pendant 10 ans, était-ce une erreur?»

«Nous ne le ferons plus, mais cela a été fait de bonne foi», répond le chef libéral.

«Pourquoi refusez-vous encore aujourd'hui de blâmer votre ancienne ministre Nathalie Normandeau, qui a accepté des billets d'un entrepreneur pour un spectacle de Céline Dion? Admettez-vous, au moins, que c'était une erreur de jugement?»

«J'ai toujours eu confiance dans le jugement de M<sup>me</sup> Normandeau. Pour le reste, elle s'est expliquée...»

«Vous avez dit que Tony Tomassi, lorsqu'il était ministre de la Famille, a fait un excellent travail? Vous le croyiez vraiment?»

«M. Tomassi n'est pas parti à cause des places en garderies, mais pour une histoire de compte de dépenses.»

«Les odeurs de corruption qui pèsent sur votre gouvernement nuisent-elles à votre campagne?»

«Ce sont des tactiques de nos adversaires, qui ont un impact sur toute la classe politique. Nous avons posé beaucoup de gestes [contre la corruption].»

«Pourquoi ne pas avoir attendu que la commission Charbonneau commence ses travaux avant de déclencher des élections, ce qui aurait permis d'avoir des faits et de clarifier certaines affaires plutôt que d'avoir des allégations, comme celles lancées par Jacques Duchesneau?»

«Le gouvernement n'a aucun contrôle sur les travaux de la commission et tout le monde réclamait des élections.»

Échantillon incomplet des réponses de M. Charest, mais vous avez une idée du ton de cette rencontre, par ailleurs très détendue et courtoise, ponctuée de quelques charges de M. Charest contre ses adversaires et de quelques blagues sur *La Presse* et ses journalistes.

Du Charest classique, plutôt drôle, à l'aise et même convaincant, notamment lorsqu'il parle d'environnement, de relations internationales (en particulier entre le Québec et l'Europe) et de développement économique.

■■■

Je l'ai déjà vu plus combatif, toutefois. Et je crois savoir pourquoi. En fait, il a lui-même mis le doigt sur le bobo: l'usure du pouvoir.

Que les électeurs «se posent la question du changement après neuf ans» [avec le même gouvernement],

c'est «légitime», admet Jean Charest.

Il y a près de 10 ans, dans cette même salle, le prédécesseur de Jean Charest, Bernard Landry, se désolait lui aussi devant l'équipe éditoriale de *La Presse* de l'inéluctable effet de l'usure du pouvoir. Et encore, M. Landry pouvait se consoler: le taux de satisfaction des Québécois envers son gouvernement oscillait entre 50 et 55%. Celui du gouvernement Charest est collé sous les 35% depuis plus de deux ans.

M. Charest admet par ailleurs que beaucoup de Québécois partagent la position ni-ni de François Legault, c'est-à-dire ni souverainiste ni fédéraliste, mais il ajoute que c'est irresponsable de la part du chef de la CAQ.

«Un chef ne peut être neutre, il doit prendre position, fulmine M. Charest. Être assis sur une clôture pendant quatre ans, ça fait mal!»

Malgré une remontée récente de la CAQ, Jean Charest est formel: François Legault ne sera pas premier ministre.

Et lui, après presque 30 ans en politique, a-t-il commencé à penser à une réorientation de carrière?

«Non, je n'ai rien d'autre à l'horizon que d'être encore premier ministre le 4 septembre.»



Pour joindre notre chroniqueur: [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)

## Bateau d'Accurso Charest revient à la charge contre Duchesneau

Jean Charest somme Jacques Duchesneau de fournir des preuves que des ministres libéraux ont séjourné sur le yacht de Tony Accurso. Sans quoi, il compte lui coller une nouvelle étiquette, celle de menteur.

Le chef libéral n'a manifestement pas digéré la nouvelle sortie du candidat-vedette de la Coalition avenir Québec (CAQ), qui a affirmé mercredi lors d'un débat que des membres de son cabinet

sont allés à bord du bateau du magnat de la construction. Bien qu'il n'ait pas l'intention de le poursuivre, il le met au défi d'appuyer ses allégations.

«M. Duchesneau, ou il avance une preuve ou il doit s'excuser et se rétracter, a affirmé M. Charest lors d'un point de presse à Montréal. S'il ne le fait pas dans les prochaines heures, on aura tous compris qu'il a menti.»

Il est déjà acquis que Jacques Duchesneau sera vice-premier

ministre si la CAQ forme un gouvernement, souligne-t-il. Vu l'importance de ce poste, il estime que les nouvelles allégations de l'ancien chef de l'Unité permanente anticollusion (UAC) mettent carrément en cause le jugement du chef caquiste. Surtout si elles se révèlent fausses.

«Si François Legault tolère ça, les Québécois sauront à quoi s'en tenir avec François Legault», a-t-il dénoncé. Jean Charest persiste et signe: il affirme avoir

questionné ses ministres dès que s'est répandue la rumeur selon laquelle certains d'entre eux auraient séjourné sur le *Touch*. Leur réponse a été non.

Pour la deuxième fois en autant de jours, Jean Charest a été accueilli par des manifestants lors d'un événement. Quelques manifestants pour le logement social, dont plusieurs arboraient le carré rouge, s'étaient rassemblés le long de la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement du Sud-Ouest,

où le chef libéral faisait campagne avec la ministre Marguerite Blais.

Le chef libéral martèle depuis des semaines que ses adversaires, en particulier François Legault, entraînent le Québec dans une spirale de «chicanes». Interrogé pour savoir si la manifestation d'aujourd'hui n'était pas justement un exemple de chicane, M. Charest a rétorqué que les contestataires «ont le droit» de se rassembler.

— Martin Croteau

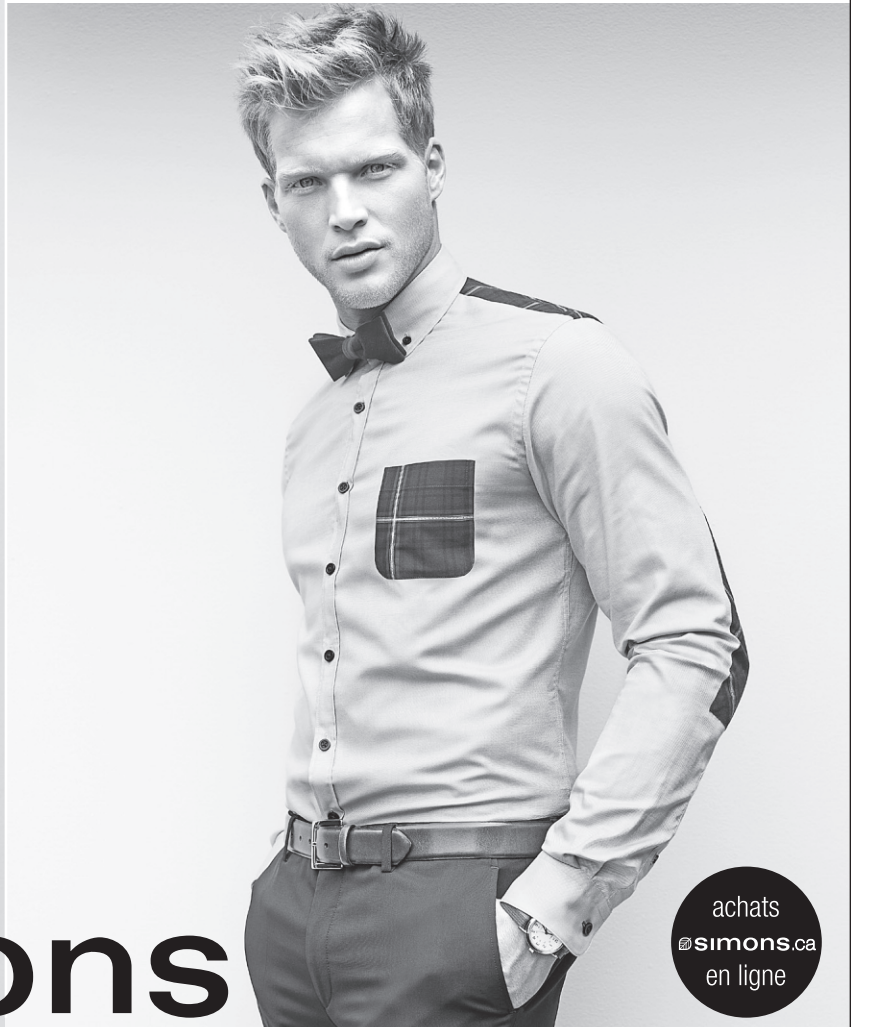


### Le complet laine et cachemire 350.00 s.15135

Une coupe moderne et urbaine pour un complet d'un confort inégalé pour l'automne. Tissage pure laine additionné de cachemire pour une tenue impeccable. 2 boutons, fentes latérales, revers à crans ouverts, pantalon coupe étroite pure mode. Gris pierre. 36 à 44 régulier et long. Une exclusivité Le 31. Chemise stretch 98.00 s.281, cravate motifs collage 68.00 s.5350

### La chemise matières mixtes 98.00 s.564

Une pièce clé de la saison automne 2012! Col pure mode arrondi boutonné, tissage au confort extraordinaire pur coton Monti d'Italie. Bleu oxford avec appliqués tartan. 37 à 45. Une exclusivité Le 31.



achats  
@simons.ca  
en ligne

simons

# ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

## Jour 30

Jean Charest donnait des entrevues à Montréal. Pauline Marois était à Saint-Hyacinthe et Montréal. François Legault a fait campagne dans Chaudière-Appalaches.



« @leoblouin raconte sa première fois avec Pauline. #PQmtl #Qc2012 »  
— Le compte Twitter du Parti québécois

### OÙ SONT LES CHEFS AUJOURD'HUI?



**JEAN CHAREST**  
Saint-Sévère, Shawinigan, Trois-Rivières

**PAULINE MAROIS**  
Gatineau, Lachute, Saint-Eustache

**FRANÇOIS LEGAULT**  
Québec, Chicoutimi, La Baie, Jonquière, Alma

## Grand rassemblement au Métropolis

# « Lâchez-moi pas », lance Marois aux souverainistes

TOMMY CHOUINARD

Comme jamais auparavant, Pauline Marois a imploré les souverainistes de rallier le Parti québécois à l'occasion du plus gros rassemblement de sa campagne, hier soir.

« Donnez-moi la chance, et notre équipe va faire du Québec un pays. Donnez-moi les moyens de faire ce que vous attendez de moi. Lâchez-moi pas. Vous savez que je ne vous abandonnerai jamais, vous me connaissez », a lancé la chef péquiste aux 2000 militants survoltés réunis au Métropolis de Montréal. Elle a clairement fait savoir qu'elle a « besoin d'un mandat majoritaire pour faire du Québec un pays ».

Sa sortie survient au moment où un sondage CROP-*La Presse*

place le PQ en tête dans les intentions de vote, mais sans lui donner une majorité à l'Assemblée nationale. Le PQ craint un exode des souverainistes vers Québec solidaire et Option nationale. D'autant plus que des luttes s'annoncent serrées dans plusieurs circonscriptions.

« La division, c'est ce que souhaitent nos adversaires. Ne prenons pas le risque de diviser nos forces », a martelé Pauline Marois.

Elle a mis la souveraineté au premier plan, plus qu'à l'habitude, lors de ce quatrième rassemblement de la campagne comptant plus de 1000 militants. « C'est tout près, nous y sommes presque. L'élection est dans cinq jours, et cette date peut marquer le début d'une grande mobilisation. Il est

temps que les souverainistes se mettent en marche.

« Je tends la main à tous les souverainistes. Unissons-nous », a-t-elle ajouté.

Quelques minutes plus tôt, la productrice et animatrice Julie Snyder a pris la parole pour présenter M<sup>me</sup> Marois aux militants. « C'est un rendez-vous avec l'histoire qu'on ne doit pas manquer », a-t-elle affirmé, faisant allusion à l'élection d'une femme au poste de premier ministre. Son appui a déclenché un tonnerre d'applaudissements. « Je pense qu'on va gagner! », a dit la chef péquiste en montant sur scène.

Des artistes ont également manifesté leur appui au PQ, dont Denise Filiatrault, Emmanuel Bilodeau, Michel Rivard et Yann Perreau.

### Blitz étudiant

Plus tôt dans la journée, Pauline Marois a fait une nouvelle opération charme auprès des jeunes qui font des études. Elle s'est rendue au Cégep de Saint-Hyacinthe en compagnie de son candidat-vedette Léo Bureau-Blouin, qui a fréquenté cet établissement. Elle a prévenu les 300 élèves présents qu'il lui faut un mandat majoritaire pour abroger la loi 12 (projet de loi 78) et annuler sans ennui la hausse des droits de scolarité.

Son argument n'est cependant pas sans faille. D'abord, l'article 36 de la loi 12 prévoit que « ses dispositions cesseront d'avoir effet le 1<sup>er</sup> juillet 2013 ou à la date ou aux dates antérieures fixées par le gouvernement ». Donc un vote à l'Assemblée

nationale ne serait pas requis. Ensuite, la députée sortante Marie Malavoy a déjà indiqué qu'un gouvernement péquiste pourrait annuler l'augmentation des droits de scolarité par un simple décret. Pauline Marois rétorque que cette mesure devrait être incluse dans le budget, qui, lui, est soumis au vote des parlementaires.

Après son discours, la chef péquiste s'est prêtée à une période de questions. Un candidat d'Option nationale, Jérôme Saint-Amand, a fait un Jean-François Lisée de lui-même en se présentant au micro pour lui demander pourquoi elle écarte la gratuité scolaire.

« Je ne crois pas que [la gratuité scolaire] est possible, mais je n'empêcherai pas les gens qui la croient possible de faire le débat et de présenter leurs arguments », a-t-elle répondu. Rappelons que M<sup>me</sup> Marois s'est engagée à tenir un sommet sur l'enseignement supérieur si elle est élue. Elle proposerait alors une indexation des droits de scolarité.

Or, Léo Bureau-Blouin ne veut pas d'une indexation. Il milite pour le gel. « Ce que j'ai défendu comme représentant étudiant, je vais continuer d'en faire la promotion au sein de ma formation », a-t-il affirmé aux journalistes.

## Loi 12 Un candidat de la CAQ corrige le tir

LAURIER STATION — Après avoir fustigé la loi 12, le candidat caquiste Martin Caron a précisé sa pensée hier.

« Je ne suis pas d'accord avec la loi 78 [loi 12 adoptée à partir du projet de loi 78]. C'est de la marde! C'est simple là. Vous êtes en train de me faire exploser », a-t-il tonné dans un débat mercredi avec ses rivaux dans Lotbinière-Frontenac.

La CAQ a pourtant appuyé cette loi en mai dernier. Peu avant les élections, elle a annoncé qu'elle en abolirait le volet le plus controversé, celui qui limite le droit de manifester. La caravane du chef François Legault s'est arrêtée hier

dans la circonscription de M. Caron. Le candidat a tenu à préciser sa pensée. Le gouvernement Charest aurait divisé la population en exploitant le conflit étudiant à des fins politiques. C'est cette polarisation qu'il voulait dénoncer, et non la loi elle-même. Il aurait même voté pour cette loi, a-t-il assuré.

« C'est avant la loi 78 que j'ai dit que la situation avait été envenimée par le Parti libéral. Je me suis spontanément dit: écoute, la situation avant la loi 78, c'était de la marde. Ça n'a pas de bon sens de diviser les étudiants comme ça. C'est un dossier qui a été étiré, étiré, étiré », a-t-il affirmé.

Au débat hier, il a d'ailleurs déclaré: « Je pense qu'on est une société extraordinaire. Ce n'est pas en faisant du favoritisme et de la philosophie qu'on se comprend. C'est en se parlant. »

M. Caron avait fait parler de lui au début de la campagne pour ses conférences sur l'ésotérisme. En 2010, il a donné une conférence qui s'intitulait: « La géomancie traditionnelle, une science de l'art divinatoire ou un jeu de hasard? » Il a aussi donné des formations en « énergie de la spirale », en « balancement thérapeutique » et en « géomancie sacrée ».



PHOTO FOURNIE PAR LA CAQ

# Échangeur Turcot

## RISQUE DE CONGESTION

FIN DE SEMAINE DU 31 AOÛT 2012

— Fermetures complètes de jour et de nuit —

- A** A-15 nord dans l'échangeur, de 23 h vendredi à 5 h lundi
- B** A-20/720 est dans l'échangeur, de 23 h vendredi à 5 h lundi

Note : Des fermetures de nuit de différentes bretelles de l'échangeur sont également prévues cette fin de semaine.

— Réouverture de bretelles —

- Bretelle A-15 (Décarie) sud vers A-20 ouest**, depuis le jeudi matin 30 août
- Entrée A-15 nord en provenance du boulevard De La Vérendrye**, depuis le jeudi matin 30 août
- Bretelle A-15 (Décarie) sud vers A-720 est**, le vendredi matin 31 août
- Sortie n° 2 – Rue St-Jacques de l'A-720 ouest**, dans la nuit du vendredi 31 août au samedi 1<sup>er</sup> septembre

quebec511.info

Mobilité Montréal Chacun fait partie de la solution

Transports Québec

1000\$	500\$	100\$
16,03\$	8,01\$	1,60\$

Si votre solde quotidien moyen est de :  
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :  
\*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques, 799\$ avant taxes pour les meubles, accessoires de décoration et électroménagers. Les versements mensuels égaux, sans intérêt, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.



# Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix



# Nous payons la TPS et la TVQ<sup>††</sup>

sur **TOUS** les meubles, **TOUS** les matelas, **TOUS** les accessoires de décoration, les électroménagers<sup>†</sup> et **TOUS** les ensembles cinéma maison



**Mobilier de salon**  
De style transitionnel, revêtement en cuir laminé brun très confortable  
**Livraison gratuite**

- Causeuse ..... 9,98 \$\*/mois ou 499 \$
- Fauteuil inclinable et bergant ... 7,98 \$\*/mois ou 399 \$
- Pouf ..... 249 \$

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**1198\$** /mois  
ou  
**599\$**  
Sofa



**Mobilier de chambre**  
De style moderne, fini gris foncé  
**Livraison gratuite**  
• Commode 5 tiroirs ... 249 \$

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**1998\$** /mois  
ou  
**999\$**

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit



**Serta**  
**CABRIO**  
Matelas semi-ferme/1 po de mousse confort/Fibres Serta Ressorts Verti-Coil Premier/Dessus à coussinet Euro Top  
Sommier aussi offert. Voir prix en magasin  
Garantie du fabricant de 1 an complet et prorata de 4 ans. Livraison gratuite  
• 1 place/252 ressorts ..... 6,78 \$\*/mois ou 339 \$  
• Grand lit/460 ressorts ..... 8,78 \$\*/mois ou 439 \$

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**798\$** /mois  
ou  
**399\$**  
2 places/357 ressorts

**Galerie du sommeil**  
Brault & Martineau  
**90 jours d'essai**  
sur **TOUS** nos matelas  
Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin.  
La garantie confort, **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau



nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**998\$** /mois  
ou  
**499\$**  
2 places/551 ressorts

**Sealy**  
**CAMEO**  
Matelas ferme/Ressorts Posturepedic/Soutien de contour UniCased/Fibres StayTrue/Mousse haute densité  
Aussi disponible matelas moelleux  
Sommier aussi offert. Voir prix en magasin  
Garantie du fabricant de 10 ans. Livraison gratuite  
• 1 place/406 ressorts ..... 7,98 \$\*/mois ou 399 \$  
• Grand lit/867 ressorts ..... 10,98 \$\*/mois ou 549 \$  
• Très grand lit/840 ressorts ..... 14,98 \$\*/mois ou 749 \$

**Amana**  
**Laveuse à chargement frontal de 4 pi<sup>3</sup> C.E.I.**  
6 programmes, 3 niveaux de température, 1100 tr/min, Energy Star<sup>®</sup>

**Sécheuse de 6,7 pi<sup>3</sup>**  
6 programmes, 4 niveaux de température  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Réfrigérateur de 18 pi<sup>3</sup>**  
2 tablettes SpillSafe<sup>®</sup>, bac à charcuterie, 2 bacs à humidité contrôlée, 3 balconnets fixes, congélateur avec tablette fixe pleine largeur, Energy Star<sup>®</sup>  
Réfrigérateur avec poignée à droite aussi disponible  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Cuisinière avec four autonettoyant**  
Four de 5,3 pi<sup>3</sup>, surface de cuisson vitrifiée et éléments extensibles 12/9 po, très grand hublot  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Lave-vaisselle**  
Capacité de 14 couverts, 3 cycles, cuve haute, broyeur d'aliments, mise en marche différée, mode silencieux  
**Livraison et service gratuits**

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**1378\$** /mois  
ou  
**689\$**  
Réfrigérateur

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**1998\$** /mois  
ou  
**999\$**  
La paire

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**798\$** /mois  
ou  
**399\$**  
Lave-vaisselle

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**1378\$** /mois  
ou  
**689\$**  
Cuisinière

Piédestaux 209 \$ ch.

**40 po ACL** Full HD 1080p 60HZ USB HDMI v2 iPod

**TOSHIBA JVC**

**Barre de son avec téléviseur à écran ACL de 40 po**  
Puissance de sortie de 60 watts, 2 entrées HDMI, 2 entrées numériques (1 optique/1 coaxiale), sintoniseur FM, socle pour iPod/iPhone  
1 entrée USB, 1 entrée PC  
**Livraison gratuite**

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**1698\$** /mois  
ou  
**849\$**  
L'ensemble

iPod/iPhone non inclus

**50 po PLASMA** Full HD 1080p 600HZ USB HDMI dlna

**Panasonic** des idées pour la vie

nous payons la tps et la tvq!<sup>††</sup>  
**2798\$** /mois  
ou  
**1399\$**  
L'ensemble

**Ensemble cinéma maison avec téléviseur à écran plasma de 50 po**  
Résolution 3D pleine HD, puissance de sortie totale de 1000 watts, télécommande téléphone intelligent  
1 entrée USB, mode jeu, lecteur de carte SD  
**Livraison gratuite**

Payez en **50 versements sans intérêt\*** jusqu'en **octobre 2016** sur **TOUS** les meubles, **TOUS** les matelas, **TOUS** les accessoires de décoration, les électroménagers<sup>†</sup> et **TOUS** les ensembles cinéma maison

**LIVRAISON GRATUITE** 7 JOURS SUR 7, MÊME LE DIMANCHE!  
Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

<b>HEURES D'OUVERTURE: LUNDI FERMÉ (FÊTE DU TRAVAIL) braultetmartineau.com</b>		Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau		Suivez-nous sur twitter au @BM_Promotions	
<b>MARDI AU VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H</b>		Accord D Desjardins		MasterCard VISA	
<b>BROSSARD</b> 450 619-6777	<b>GATINEAU</b> 819 561-5007 • 1 877 755-2555	<b>KIRKLAND</b> 514 697-9228	<b>LASALLE</b> 514 364-6110	<b>SAINT-LÉONARD</b> 514 254-9455	
<b>REPENTIGNY</b> 450 470-0815	<b>SHERBROOKE</b> 819 562-4242 • 1 800 267-4240	<b>SAINT-HUBERT</b> 450 676-1911	<b>SAINTE-THÉRÈSE</b> 450 430-0555	<b>LAVAL</b> 450 682-2516	
<b>Galerie du sommeil</b> Brault & Martineau		<b>GRANBY</b> 450 372-5656	<b>ST-HYACINTHE</b> 450 774-6116	<b>ST-JEAN-SUR-RICHELIEU</b> 450 349-1609	
<b>HEURES D'OUVERTURE: LUNDI FERMÉ (FÊTE DU TRAVAIL) • MARDI ET MERCREDI 9 H À 18 H • JEUDI ET VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H</b>		<b>MASCOUCHE</b> 450 474-8531	<b>ST-JÉRÔME</b> 450 431-9338	<b>VAUDREUIL-DORION</b> 450 424-2651	

# Le bonnet d'âne à la CAQ

Les environnementalistes donnent la pire note au parti; François Legault plaide le réalisme

PAUL JOURNET  
ET CHARLES CÔTÉ

SAINTE-GEORGES ET MONTRÉAL—Après avoir reçu la pire note dans le bulletin des environnementalistes, François Legault se défend de négliger l'environnement. Selon cette comparaison des programmes, la Coalition avenir Québec obtient 31 sur 100, ce qui la place derrière le Parti libéral (33), le Parti vert (42), Option nationale (50), le Parti québécois (73) et Québec solidaire (83).

La plateforme caquiste reste muette sur les aires protégées, les milieux humides et l'exploitation forestière, a déploré hier Nicolas Mainville, de Greenpeace. « On constate une incohérence dans leurs politiques », a ajouté Christian Simard, de Nature-Québec.

## Les hydrocarbures

La CAQ veut interdire l'exportation de l'amiante et imposer un moratoire sur le gaz de schiste, mais elle veut exploiter les hydrocarbures pour rembourser la dette, a-t-il relevé. L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, le Réseau québécois des groupes écologistes, la Fondation



PHOTO GRAHAM HUGHES, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE  
François Legault en discussion avec des électeurs lors d'un arrêt à Mirabel, au début de la campagne électorale. Le chef de la CAQ a défendu les engagements environnementaux de son parti, hier.

Rivières et la Coalition Eau Secours participaient aussi à l'étude comparative.

## QS, premier de classe

Québec solidaire (QS) arrive au premier rang sur quatre sujets: biodiversité, forêts et mines, climat-énergie-transport et agriculture. Le PQ se classe premier pour la gestion de l'eau. Les

environnementalistes soulignent l'inaction du gouvernement sortant sur certains engagements pris lors des précédentes élections, par exemple la mobilité durable.

En conférence de presse, dans une usine de plastique en Beauce, le chef de la CAQ a indiqué qu'il ne bonifierait pas son programme environnemental. Personne n'est

contre la vertu, a-t-il souligné. Mais il plaide le réalisme. Ses propositions sont peut-être moins audacieuses, mais elles sont réalisables et efficaces, a-t-il soutenu. La raison: elles s'articuleront autour d'un plan de développement des énergies vertes. « Une chose est claire: la Coalition avenir Québec, c'est le parti des entrepreneurs.

L'environnement, ça doit aussi être vu comme une industrie, une opportunité qu'on doit saisir avant que les autres pays fassent la même chose », a expliqué M. Legault.

## Aider les entrepreneurs verts

Les entrepreneurs qui travaillent dans les énergies vertes ont besoin de clients. La CAQ veut que l'État les aide à se développer. « Ces entrepreneurs nous disent qu'ils ont besoin d'une première commande. Ils ont besoin d'avoir l'appui d'Hydro-Québec et des départements d'achat des différents ministères. On a besoin d'encourager ceux qui vont développer les énergies vertes, comme la biomasse ou l'éolien. »

M. Legault promet de ne pas trancher sur le sort de la centrale nucléaire Gentilly-2 avant d'avoir reçu le rapport d'Hydro-Québec sur sa sécurité et ses impacts environnementaux. Il faudra choisir dans les prochains mois entre le déclassement ou la réfection de cette centrale nucléaire. Mais les intentions de la CAQ sont claires: il serait « irresponsable » de fermer Gentilly-2, a conclu M. Legault.

**VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE  
LES 31 AOÛT, 1<sup>ER</sup> ET 2 SEPTEMBRE**

**ÉCONOMISEZ**  
**10%**  
**AVEC TOUT ACHAT**  
**DE 100 \$**  
**ET PLUS**

La modération  
a bien meilleur goût.

Educ  alcool

PRENEZ GOÛT  
À NOS CONSEILS



**18+**

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Économisez 10% avec tout achat de 100\$ et plus (après toute autre réduction) est en vigueur du 31 août au 2 septembre 2012 seulement et s'applique uniquement aux produits offerts en succursale, à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des cartes de dégustation et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs », ainsi que des produits commandés par l'entremise du service des commandes privées et de ceux en vente dans le catalogue *Le Courrier vinicole*. La consigne sur les bières est exclue du montant d'achat donnant droit à l'escompte. Promotion également offerte dans SAQ.COM. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

## Débat sur les coûts de la corruption

BRUNO BISSON

La députée péquiste de Vachon, l'ingénieure Martine Ouellette, a estimé hier à 3 milliards de dollars par année le coût additionnel des grands chantiers d'infrastructures publiques attribuable à la corruption et la collusion dans l'industrie de la construction au Québec.

Au cours d'un débat électoral sur les infrastructures routières organisé par le Réseau des ingénieurs du Québec, M<sup>me</sup> Ouellette a déclaré que « les contrats de construction coûtent environ 30 % trop cher », en citant un article de *La Presse* qui révélait, cette semaine, une chute inattendue de 20 % à 33 % des coûts dans des contrats publics attribués, ces derniers mois, par la Ville de Montréal.

« Un surcoût de 30 %, ce n'est pas rien, dit-elle. Avec des investissements de 10 milliards par année dans les infrastructures, dans les quatre dernières années, ça fait 3 milliards par année, et 12 milliards au total qui sont allés à la corruption, en quatre ans. »

## « Un mythe », selon Moreau

Le ministre des Transports du Québec et candidat du Parti libéral dans la circonscription de Châteauguay, Pierre Moreau, a répliqué que « le 30 %, c'est un mythe » et que trois études indépendantes ont déjà contredit l'existence d'un « surcoût » dans la construction routière, par rapport aux autres provinces canadiennes.

En matière d'attribution des contrats, M. Moreau a affirmé que toutes les recommandations des rapports du Vérificateur général du Québec, en 2010, et de l'ancien chef de l'unité anticollusion, Jacques Duchesneau, ont été mises en place par le Ministère pour améliorer la transparence et l'équité du processus.

Le candidat de la Coalition avenir Québec (CAQ) dans Anjou-Louis-Riel, l'ingénieur Robert Campeau, a dû défendre la préférence marquée de son parti pour les trains de banlieue, au lieu du métro.

POUR ÉVITER QUATRE ANS D'AFFRONTEMENTS

# JE VOTE MAJORITAIRE

**Avec un gouvernement majoritaire  
du Parti Québécois, nous pourrons :**

- abolir la loi 78 et la hausse des droits de scolarité;
- protéger notre langue;
- offrir un crédit d'impôt de 1 000\$ par enfant pour les sports et les arts;
- abolir la taxe santé de 400\$ par famille.

À nous  
de choisir



**PARTI  
QUÉBÉCOIS**

[pq.org](http://pq.org)

# ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

Salluit, avant-dernier village du Nord québécois

## Le brouillard empêche le vote hors circonscription

JUDITH LACHAPELLE

Le brouillard plane sur Salluit depuis quelques jours déjà. Rien d'étonnant, disent les gens de l'avant-dernier village nordique québécois, planté tout près du détroit d'Hudson, dans le nord du Nord. « C'est reconnu pour ça », dit Juliana Léveillé-Trudel, Montréalaise en séjour professionnel dans la région. Il n'est pas rare que les avions ne puissent s'y poser pendant plusieurs jours en raison du brouillard qui s'accroche.

Mais cette fois-ci, le brouillard a empêché une cinquantaine d'électeurs du village d'exercer leur droit de vote pendant la période de vote par anticipation. Ces électeurs – enseignants, infirmières, travailleurs de la construction... – sont inscrits sur la liste électorale de leur domicile principal, au sud, et avaient jusqu'à hier, 14 h, pour voter hors de leur circonscription.

### L'avion ne peut se poser

Ils se sont fait dire, hier, que l'avion transportant le personnel électoral n'a pu se poser comme prévu au village et qu'il leur serait impossible de participer au scrutin du 4 septembre.

« On est vraiment fâchés! », s'exclame M<sup>me</sup> Léveillé-Trudel, chargée de projet en récréologie, qui est inscrite sur la liste électorale de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. « Ils ne veulent pas revenir un autre jour parce que la date du vote hors circonscription sera passée. On essaie de leur faire comprendre qu'il doit y avoir



PHOTO JUSTIN NOBEL, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

« [Les membres du personnel politique] ne veulent pas revenir un autre jour parce que la date du vote hors circonscription sera passée. On essaie de leur faire comprendre qu'il doit y avoir des mesures d'exception pour nous. C'est ridicule que ça ne puisse pas être possible », dit Juliana Léveillé-Trudel.

des mesures d'exception pour nous. C'est ridicule que ça ne puisse pas être possible! Mais ils ne veulent rien entendre. »

« On nous dit qu'ils font leur possible pour nous donner le "privilège" de voter. Mais ce n'est pas un privilège, c'est un droit légitime! », ajoute M<sup>me</sup> Léveillé-Trudel, jointe hier à Salluit. « J'ai toujours voté », dit James Walker, 28 ans, enseignant de Salluit inscrit dans la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal. « Je prends ça sérieusement », ajoute celui qui a pris la peine, lors de son passage cet été à Montréal, d'aller rencontrer des candidats de sa circonscription.

Ironiquement, Juliana Léveillé-Trudel a également

reçu hier par courrier les documents qu'elle avait aussi demandés pour le vote par correspondance. Documents qu'elle ne pourra retourner à temps pour le scrutin...

### Importance particulière

Comme plusieurs électeurs cette année, l'exercice du droit de vote revêt une importance particulière. Jean-Louis Berthiaume, enseignant et chargé de liaison entre des travailleurs de la construction et le service de santé, l'a bien senti. « J'ai vu les gars de la construction hier, et c'est la première question qu'ils m'ont posée: quand est-ce qu'on vote? »

M. Berthiaume, qui entreprend sa septième année dans

le Nord, est inscrit dans la circonscription d'Ungava. Il pourra donc voter mardi prochain. Mais il dénonce la situation « injuste » qui affecte ses collègues inscrits dans d'autres circonscriptions.

Les électeurs isolés ont proposé au Directeur général des élections du Québec d'être ajoutés exceptionnellement à la liste électorale de la circonscription d'Ungava. Ou alors, que leurs votes hors circonscription soient acheminés plus tard que prévu. « On est environ 50 personnes, ça ne ferait pas vraiment de différence », dit M<sup>me</sup> Léveillé-Trudel.

Ils évoquent également des problèmes d'organisation du scrutin au village. « Ça peut

arriver qu'un avion ne puisse pas venir. C'est frustrant, mais c'est comme ça, dit Jean-Louis Berthiaume. Mais on parle ici de négligence: ils sont venus ici la semaine dernière, mais ils ne l'ont pas annoncé. On ne l'a jamais su! »

Le Directeur général des élections du Québec a indiqué en fin de journée hier avoir pris note de la situation à Salluit. Il prendra une décision aujourd'hui pour satisfaire exceptionnellement les électeurs. « On fera tout notre possible pour les faire voter », dit la porte-parole Caroline Paquin. « Mais il y aura quand même une limite qu'on ne pourra repousser. Et si le brouillard persiste... »

promotion

## SOIGNE LA DIGESTION DIFFICILE

C'était trop bon. Je n'ai pas écouté ma conscience. Ce n'est pas tellement l'alcool, mais tous ces plats magnifiques, sauces, gras, sucres en surabondance. J'ai le ventre lourd, je me sens tout ballonné. On dirait que la machinerie interne est embourbée. Oui, j'ai trop mangé, oui, c'est ma faute, mais maintenant que le péché mignon est consommé, que dois-je faire pour retrouver la forme?

Le système ne fournit plus. J'ai besoin de bile pour assimiler tout cela et mon organisme n'en produit pas assez. Qu'est-ce qui peut bien venir en aide à ma vésicule biliaire débordée de travail?

Il vous faut un agent cholérétique comme Foratol comprimés: \*utilisé traditionnellement pour augmenter la production de la bile.

Ou agent cholérétique comme Foratol tisane: \*qui favorise la sécrétion biliaire et qui est utilisé traditionnellement pour favoriser la digestion, soigner la digestion difficile et la stimuler.

Ou un agent cholagogue comme Acti-Bile: \*Cholagogue, lipotrope. Il favorise l'évacuation de la bile et facilite la digestion des substances grasses.

Les comprimés Foratol, la tisane Foratol et Acti-Bile aident à remettre facilement votre organisme sur les rails.

Mais, avant tout, comme disait votre conscience, vos repas ne doivent jamais être trop copieux. C'est là la cause de bien des maux. Mangez léger, mangez moins, vous vous en porterez mieux. Et les lendemains seront lumineux.

**Achetez 2 formats de 48 comprimés de Foratol pour le prix d'un seul. En vigueur du samedi 1er au mardi 4 septembre 2012. Jusqu'à épuisement de l'inventaire.**

[www.foratol.com](http://www.foratol.com)

Foratol (comprimés): produit de santé naturel homologué: licence NPN 00724181. ACTI-BILE: produit de santé naturel homologué: licence NPN 00810398. Foratol (tisane): produit de santé naturel homologué: licence NPN 01948210.

\* Ces allégations font partie intégrante de la licence. En vente partout, mais pas n'importe où!

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal  
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC  
418 656-1266

Boutique Luc Mathieu  
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières  
Commandes postales: 819 378-7777

Ligne sans frais: 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1600, Le Corbusier (Centre Laval)  
450 688-5455

Boutique Luc Mathieu  
2622, rue King Ouest  
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke  
819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau  
819 770-3645

Néo-Santé  
495, rue St-Georges, St-Jérôme  
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno  
450 653-6009

Boutique Luc Mathieu  
227, rue Principale ouest, Magog  
819 868-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
Galeries Rive-Nord  
100, boulevard Brien, Repentigny  
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu  
104, route du Président-Kennedy, Lévis  
418 833-5933

Vitavie au naturel  
3333, du Carrefour Promenade,  
Beauport  
418-667-0070

Santé en direct,  
ligne ouverte avec Johanne Verdon  
sur les ondes CJLV 1570 AM  
samedi et dimanche de 8h à 11h

450-680-1570  
1-866-895-3142

Ferti 2000  
Commandes postales  
Tél.: 514 272-1365

Ligne extérieure: 1 800 272-1365  
Lundi au vendredi: 9h à 17h  
Samedi et dimanche: 8h30 à 17h

Recours aux policiers à l'UQAM

## Legault et le recteur s'opposent

PAUL JOURNET

MONTMAGNY — Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, ne semble pas avoir apprécié les critiques de François Legault sur sa gestion de la crise étudiante. Hier matin, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) a critiqué M. Corbo, qui ne veut pas demander aux policiers d'intervenir à l'intérieur de son établissement. « Il y a un problème », a affirmé M. Legault lors d'une interview au 98,5 FM avec Paul Arcand.

Peu après, M. Corbo a pris contact avec lui par téléphone. Le chef de la CAQ lui a alors répété que l'UQAM devrait « mettre en place des mesures pour que les étudiants qui veulent étudier puissent étudier ».

### « La démocratie étudiante »

« [Le recteur] m'a répondu: ça va se régler avec la démocratie étudiante. Je lui ai répondu: je vous remercie de m'informer, mais on a un référendum », a rapporté hier soir M. Legault devant quelque 20 militants dans un restaurant de Montmagny.

Ce matin, M. Legault a assuré que s'il était premier ministre, il convoquerait le recteur à son bureau. Même chose pour le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ), qui songe à faire des grèves ciblées et illégales si les salles de cours sont bloquées.

### Legault veut une intervention

« Si on a de la difficulté avec certains étudiants qui arrivent masqués, en voyous, il faut au moins avoir de notre bord la direction et les professeurs. La première chose que je ferais, je les convoquerais à mon bureau pour savoir si je les ai sur mon bord. »

M. Legault veut que l'UQAM recoure aux policiers. Pour ne pas envenimer la situation, le recteur refuse cette méthode forte. M. Legault n'est pas d'accord. Il ne le demanderait toutefois pas lui-même aux autorités policières. « Le premier ministre ou le ministre de l'Éducation ne peut pas commencer à gérer chaque établissement. »

Loto Québec											
Résultats des tirages du : 2012-08-30											
Sprinto		18	28	29	33	47					
Lucky Pucker		5	D	R	A	A					
Journ'paye!		03	10	25	28	30	31	07	compl.		
banco								Quotidienne		Triplex	
05	11	13	17	19	20	21	30	34	36	3	605
38	40	42	51	54	59	63	66	68	69	4	8399
Astro		Jour - Mois - Année - Signe		Extra							
10		DÉCEMBRE 49		BALANCE		5293267					
Lotto MAX		CE SOIR, 20 MILLIONS \$ (APPROX.)									
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.											

# Les vaches confinées à l'étable

Au Québec, la grande majorité des troupeaux ne vont jamais aux champs

MARIE ALLARD

**Vous croyez voir moins de vaches dans les champs qu'avant? Vous ne rêvez pas. Seul le tiers des vaches laitières du Québec broutent encore au pâturage, durant la belle saison.**

À l'été 2010, à peine 34 % des 1740 troupeaux québécois suivis par le centre d'expertise en production laitière Valacta ont consommé du pâturage, en quantité variable. « Par rapport à il y a 20 ans, c'est clair que ça a baissé beaucoup », a expliqué à *La Presse* Steve Adam, agronome chez Valacta.

Un soir sur deux, à 19 h, les vaches de la ferme Swisskess de Clarenceville, près de la frontière américaine, sortent de leur étable. « Nos vaches sont en meilleure forme et sont moins stressées quand elles vont dehors », dit Anthony Kessler, qui est chargé de les faire rentrer pour la traite de 5 h, le lendemain matin. Plus tu rapproches la vache de son environnement naturel, mieux elle produit. »

À la ferme des parents d'Emmanuelle Vincent, à Acton Vale, les vaches passent l'année à l'intérieur. Cela permet de gagner le temps consacré aux déplacements – ce qui n'est pas rien dans un métier qui occupe 365 jours par an –, de mieux contrôler l'alimentation des bêtes et d'éviter – sans blague – les coups de soleil sur le museau et le pis.

« Quand il fait très chaud, les vaches sont plus confortables à l'intérieur, avec les systèmes de ventilation qu'on utilise de nos jours »,



La moitié des 80 vaches laitières de la ferme Swisskess, à Clarenceville, sont sorties au pâturage hier soir. Ce soir, l'autre moitié ira prendre l'air. « Les vaches travaillent fort pour nous, dit Anthony Kessler, petit-fils des fondateurs de la ferme. Aller dehors bouger leur fait du bien. »

nous appellent pour se plaindre et disent: On se promène à la campagne, on ne voit plus beaucoup de vaches et c'est bien plate. Mais au-delà de l'aspect bucolique, ce n'est pas si clair que ça qu'il s'agit d'un avantage pour la vache de sortir. »

« Sortir, c'est sûr que c'est positif pour l'animal, tranche de son côté Steve Adam, expert en production laitière. Mais s'il fait très chaud, comme cet

également avoir accès à l'extérieur, lorsque la température le permet.

D'ici une dizaine d'années, l'ensemble des producteurs laitiers du Québec devront permettre aux vaches de prendre l'air, estime Frédéric Marcoux, producteur laitier de la Beauce. « On se doute tous un peu que ça va arriver,

pour des questions de bien-être animal », prédit-il. Pour le moment, seules les génisses et les vaches tarées sortent, du côté de la ferme des Marcoux.

« Je sens un petit vent de retour au pâturage, soutient également M. Adam. Mais il est vraiment faible pour l'instant. »

LE QUÉBEC COMPTE

**360 000**  
vaches laitières  
dans **5900** fermes

**34%**  
des vaches sont  
allées au pâturage  
à l'été 2010

**5800**  
vaches produisent  
du lait certifié  
biologique et ont  
un accès obligatoire  
à l'extérieur.

Sources: Statistique Canada, Valacta et CARTV.

« Nos vaches sont en meilleure forme et sont moins stressées quand elles vont dehors. Plus tu rapproches la vache de son environnement naturel, mieux elle produit. » — Anthony Kessler, producteur laitier.

fait valoir M<sup>me</sup> Vincent, étudiante en agroéconomie à l'Université Laval. Sans compter « que au prix où on paie les terres, il est plus rentable de semer d'autres cultures que de garder ces superficies pour les pâturages », ajoute-t-elle.

**Plaintes du public**

La Fédération des producteurs de lait du Québec n'a pas de directive concernant les sorties des animaux. « C'est un choix qui revient au producteur, indique François Dumontier, porte-parole de la Fédération. Il y a des gens qui

été, les animaux préfèrent rester à l'intérieur, là où il y a de l'ombre, des aliments frais et de l'eau. La nuit, on dirait toutefois que les vaches préfèrent aller dehors. »

**Sortie obligatoire en Suède**

Obligatoire en Suède, la sortie des vaches au printemps est devenue un spectacle couru des badauds, qui aiment les voir retrouver un peu de liberté.

Au Québec, les 5800 vaches produisant du lait biologique (moins de 2 % des 360 000 vaches laitières de la province) doivent

**Pommes, cidre, vin & Safari**

**Le Parc Safari vous invite à découvrir le Circuit du Paysan.**

**Jusqu'au 8 octobre, visitez le Parc Safari et repartez avec 4 certificats-cadeaux\* d'une valeur totale de 35\$ pour vous procurer GRATUITEMENT des produits locaux à saveur internationale chez les partenaires participants.**

**Circuit du Paysan**

- 4kg de pommes  
Vergers Petch Orchard 450 247-3414
- 750ml de Crémant de pommes  
Cidrerie du Minot 450 247-3111
- 50ml de cidre de glace  
La Face Cachée de la Pomme 450 247-2899
- Une bouteille de vin de 750ml  
chez l'un de ces vignobles :  
Vignoble du Marathonien 450 826-0522  
Vignoble Le Royer St-Pierre 450 245-0208  
Vignoble des Pins 450 347-1073

**Ouvert jusqu'au 8 octobre 2012.**  
Visitez [parcsafari.com](http://parcsafari.com) pour l'horaire détaillé.

\* Un seul coupon comprenant les quatre certificats-cadeaux sera remis à chacun des véhicules répondants aux conditions suivantes : 1. Achat d'un ou plusieurs laissez-passer quotidiens à la billetterie. 2. Achat d'un Forfait hébergement chez l'un des hôteliers et campings participants. 3. Présentation d'un billet acheté dans un centre de services CAA-Québec ou sur [airmilles.ca](http://airmilles.ca). Cette offre ne peut être jumalée aux admissions de groupe, à l'admission par passeport saison ainsi qu'à tous billets de faveur. Valable jusqu'à la fin de la saison 2012.

**À 30 minutes de Montréal, A-15, sortie 6**  
450-247-2727 • [parcsafari.com](http://parcsafari.com)

**JOCKEY**  
JUSQU'AU LUNDI 3 SEPTEMBRE

**25%**  
de rabais

**JOCKEY**  
Sous-vêtements et chaussettes pour homme

Exception : articles dont le prix se termine par 99¢.

**Dessous et collants fins pour femme**

Photo :  
Caleçon boxer à bande de taille sans coutures.  
Ord. 26\$ Solde 19,50\$  
Camisole.  
Ord. 22\$ Solde 16,50\$  
Slip.  
Ord. 12\$ Solde 9,99\$  
Magasinez en ligne

**9<sup>99</sup>**  
Slips JOCKEY sur cintre  
Ord. 12\$ à 16\$

**16<sup>99</sup>**  
Slips Classique ou Elance de JOCKEY en emballage de 3  
Ord. 24\$  
19,99\$ Slips grandes tailles  
Ord. 27\$

**29<sup>99</sup>**  
Sous-vêtements et t-shirts JOCKEY en emballage économique pour homme  
Ord. 40\$

LABAIE.COM

# Montréal demande 700 millions

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La Ville de Montréal devrait investir 2,1 milliards par année dans ses infrastructures pour rattraper le retard dans leur entretien, mais la Ville dit pouvoir en avancer seulement les deux tiers. Le bras droit du maire, Michael Applebaum, demande à Ottawa et Québec de combler le trou de 700 millions par année.

La Ville de Montréal a présenté hier matin son plan pour ses investissements pour les trois prochaines années, son Programme triennal d'immobilisations (PTI) dans le jargon municipal. Celui-ci prévoit des dépenses de 4,1 milliards d'ici 2015, soit une légère baisse par rapport au dernier exercice.

Cette somme d'environ 1,4 milliard par an est insuffisante, reconnaît d'emblée Michael Applebaum, président du comité exécutif de Montréal. « Ce n'est pas suffisant. Notre PTI devrait

atteindre 2,1 milliards pour remettre à niveau nos infrastructures. Nous faisons face à un défi financier de 700 millions par année. »

L'administration Tremblay lance donc un appel à Ottawa et Québec pour aider Montréal à faire face aux importants investissements nécessaires. « C'est la métropole, le moteur économique. Si on veut assu-

« C'est la métropole, le moteur économique. Si on veut assurer le succès du Québec, c'est important qu'on ait les fonds nécessaires. » — Michael Applebaum

rer le succès du Québec, c'est important qu'on ait les fonds nécessaires », a indiqué M. Applebaum.

La Ville dit ne pouvoir faire plus seule. Déjà, Montréal prévoit emprunter près de la moitié (47,3 %) des 4,1 milliards d'investissements d'ici 2015. Un peu moins du tiers viendra des gouvernements (29 %), soit

400 millions par année. Enfin, le cinquième (18,5 %) du PTI est financé à même le budget courant de la Ville, soit les taxes municipales. Impossible d'emprunter davantage sans affecter négativement la cote de crédit de la métropole, ce qui la priverait de taux d'emprunts avantageux.

Il faut toutefois préciser que, depuis trois ans, la Ville ne réalise que la moitié de ses

également nui à la réalisation des projets municipaux.

**Priorité à la réparation**

La réparation des infrastructures de Montréal demeurera la priorité de la Ville pour les trois prochaines années. L'administration Tremblay compte y consacrer les trois quarts de ses investissements investir 4,1 mil-

liards d'ici 2015, dont 75 % pour remettre en état les routes, ponts, tunnels et réseaux d'eau en mauvais état. « En axant sur la rénovation, notre administration persiste et signe : nous prenons nos responsabilités pour donner des infrastructures fiables aux citoyens », s'est félicité M. Applebaum.

C'est la première fois que le PTI de Montréal est présenté aussi tôt, le document étant habituellement déposé à la fin octobre ou début novembre. L'objectif est de donner plus de temps à la planification des travaux.

Encore cette année, la dégradation du Montréal souterrain monopolisera la part du lion des ressources de la Ville. Pas moins de 1,4 milliard de dollars seront dépensés pour rétablir les usines de traitement des eaux et les réseaux d'eau et d'égouts. La réfection du réseau routier montréalais suit de près avec des investissements de 1,1 milliard.

La majorité des projets prévus seront réalisés par la ville centre, les arrondissements ayant droit à moins de 10 % des investissements. L'arrondissement de Saint-Laurent est celui qui fera les plus importants investissements (71 millions) suivi de Rivières-des-Pratrics-Pointe-aux-Trembles (32 millions) et

# par an à Ottawa et Québec

Pierrefonds-Roxboro (28 millions). À l'inverse, Lachine prévoit à peine 3,7 millions d'investissements, 6,7 millions pour Outremont et 7,5 millions pour L'Île-Bizard-Sainte-Genève.

L'opposition officielle s'est dite fortement déçue des investissements prévus dans les arrondissements. « L'administration Tremblay a commencé l'année 2012 en disant qu'elle voulait régler le problème d'iniquité entre les arrondissements et aujourd'hui c'est mis de côté », s'est indignée la chef de Vision Montréal, Louise Harel.

Projet Montréal s'est lui aussi montré déçu de ce qu'il considère être le « dernier budget d'investissement de Gérald Tremblay », Richard Bergeron s'attendant à voir le maire quitter en 2013. « Le maire Tremblay n'offre rien qui puisse faire rentrer Montréal dans l'ère de la modernité. Pas un seul sou noir n'est prévu pour le développement de



Quelque 2,1 milliards devront être investis chaque année dans les infrastructures montréalaises pour rattraper le retard dans leur entretien.

l'électrification des transports. En définitive, nous ne verrons pas le retour du tramway avec cette administration du

passé », s'est désolé le chef de la 2<sup>e</sup> opposition.

Dans son PTI présenté hier, la Ville dit toujours travailler

sur son projet de tramway, mais aucun investissement n'est prévu au cours des trois prochaines années.

## LE PTI 2013-2015 EN BREF

Infrastructures de l'eau : **1,4 milliard**

Routes : **693 millions**

Loisirs et culture : **598 millions**

Développement économique : **462 millions**

375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal : **206 millions**

Transports collectifs et actifs : **152 millions**

Sécurité publique : **143 millions**

Consultez la liste des principaux projets sur [LaPresse.ca](http://LaPresse.ca)

**C'est le party de la rentrée à Télé-Québec**

**Les vedettes s'éclatent sur la scène de Belle et Bum!**

MARIE-FRANCE BAZZO, MARC LABRÈCHE, ANNE DORVAL, JOSÉE DI STASIO, JEAN-PHILIPPE WAUTHIER, ANAÏS FAVRON, STÉPHANE BELLAVANCE, MARTIN CARLI, FRANCE BEAUDOIN, CHRISTIAN BÉGIN, PIERRE CHASTENAY, RICHARD MARTINEAU, DANIEL BOUCHER, SÉBASTIEN DIAZ, LES APPENDICES, RENÉ VÉZINA, MARTIN PICARD, GEORGES LÉVESQUE, MARIE-ÉLAINE PROULX, ISABELLE JUNEAU, JEAN-SÉBASTIEN BUSQUE, FRÉDÉRIC CHOINIERE...

**BELLE ET BUM**  
SPÉCIALE DE LA RENTRÉE  
ce soir 21 h

Télé-Québec  
L'AUTRE TÉLÉ

# Le Congrès mondial sur le cancer exige le bannissement de l'amiante

CHARLES CÔTÉ

Alors que Jean Charest continue de défendre la relance de la mine Jeffrey, l'Union internationale contre le cancer a adopté cette semaine à Montréal une résolution demandant la fin de l'exploitation, du commerce et de l'utilisation de l'amiante sur toute la planète. La résolution a été adoptée au Congrès mondial sur le cancer, qui a pris fin hier.

« Il y a eu une onde de choc dans le monde du cancer quand on a appris qu'un pays développé comme le Canada avait décidé d'appuyer financièrement la réouverture d'une mine d'amiante », a affirmé Terry Slevin, porte-parole du congrès, en entrevue avec *La Presse*.

« Beaucoup de participants au Congrès ont exprimé leur incrédulité en prenant conscience de cela », a dit M. Slevin. C'est choquant pour la plupart des gens de constater un geste aussi délibéré pour exporter l'amiante principalement vers des pays en développement. »

Le Congrès a été l'occasion de confirmer une fois de



Le Congrès mondial sur le cancer a été l'occasion de confirmer la toxicité de toutes les formes d'amiante, a précisé Terry Slevin, porte-parole du Congrès, au cours duquel une résolution a été adoptée demandant la fin de l'exploitation, du commerce et de l'utilisation de l'amiante dans le monde.

plus la toxicité de toutes les formes d'amiante, a précisé M. Slevin.

« Selon une recherche présentée ici mardi, on dénombre

92 253 décès par mésothéliome dans 83 pays de 1994 à 2008, dit-il. Et selon une autre étude, pour chaque cas de mésothéliome, il y a

environ 1,8 décès/cas de cancer du poumon. Alors on peut dire que pour ces deux types de cancer, on approche des 300 000 morts. »

M. Slevin, qui est directeur de l'enseignement et de la recherche pour la prévention du cancer en Australie-Occidentale, soutient que l'industrie de l'amiante va continuer d'empoisonner des milliers de personnes, en dépit des précautions qu'elle dit vouloir faire respecter dans les usines à l'étranger.

« C'est triste, mais l'histoire de l'amiante dans le monde montre que les gens y sont exposés et que cela entraîne des risques pour la santé », dit-il. Nous continuons de subir ce fardeau et celui-ci est de plus en plus lourd dans les pays en développement. »

« Ce fardeau demeure présent tant que l'amiante est là et pour les 30 ou 40 années qui suivent », dit-il.

« Et les cancers causés par l'amiante offrent un pronostic très mauvais, peu importe où on se trouve, ajoute-t-il. Ce sont des maladies difficiles à traiter. »

C'est pour cette raison que l'UICC opte résolument pour la prévention et demande cette année pour la première fois le bannissement de l'amiante, en concluant que tous les types d'amiante sont cancérigènes.

L'organisme fondé en 1933 demande aux pays exportateurs d'amiante de « cesser l'extraction, l'utilisation et l'exportation de l'amiante et de fournir de l'aide à la transition à leurs régions productrices d'amiante ».

## CHANTIERS ROUTIERS

# L'échangeur Turcot et le pont Gédéon-Ouimet à éviter

BRUNO BISSON

Le grand remue-ménage de l'échangeur Turcot qui précède la rentrée de mardi va entraîner la fermeture complète de deux bretelles principales pendant toute la fin de semaine, dans l'axe des autoroutes 15, 20 et 720.

L'autoroute 15 Nord, dans l'échangeur, sera complètement fermée à la circulation, en direction de l'autoroute Décarie (A15), à compter de 23 h ce soir. Elle ne rouvrira pas avant 5 h, lundi matin.

La bretelle qui relie l'autoroute 20 à l'autoroute Ville-Marie (A720), en direction du centre-ville de Montréal, sera aussi complètement fermée pour la fin de semaine, aux mêmes heures.

D'autres fermetures de nuit, complètes ou partielles, dans d'autres bretelles de l'échangeur sont aussi prévues par le ministère des Transports du Québec (MTQ).

Plusieurs changements sont survenus dans l'échangeur Turcot, ces derniers jours, et d'autres sont à venir. Hier, le MTQ a rouvert l'entrée de l'A15



Plusieurs changements sont survenus dans l'échangeur Turcot, au cours des derniers jours, et d'autres sont à venir.

Nord, en provenance du boulevard De la Vérendrye. Ce matin, pour la première fois depuis des mois, la bretelle qui relie l'autoroute Décarie (A15) à l'autoroute Ville-Marie devrait être pleinement ouverte, avec deux voies de circulation disponibles vers le centre-ville.

Mardi matin, seulement deux bretelles de l'échangeur Turcot seront partiellement entravées par des chantiers de construction, prévoit le MTQ.

Le MTQ prévoit aussi de longues files d'attente sur l'autoroute 15, dans la soirée

de dimanche, en raison des travaux d'asphaltage prévus sur le pont Gédéon-Ouimet, entre Laval et Boisbriand.

Les travaux d'asphaltage s'étendront sur tout le week-end, mais c'est à compter de 21 h dimanche, et jusqu'à 1 h dans la nuit de lundi, que le MTQ prévoit la plus forte congestion. Deux voies de circulation sur trois seront alors fermées sur l'A15, en direction nord.

Le MTQ invite les automobilistes à emprunter un autre itinéraire pour franchir la rivière des Mille-Îles pendant cette période.

## Ferrandez ne perdra pas son siège

Luc Ferrandez ne perdra pas son siège à l'hôtel de ville, le maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal s'étant présenté à une séance extraordinaire du conseil municipal, hier. L'élue a justifié ses fréquences absences par la « frustration » qu'il dit ressentir devant la « langue de bois » de l'administration Tremblay à la suite de ses questions.

Questionné par un citoyen qui souhaite le voir rembourser une partie de son salaire, Luc Ferrandez a répondu : « Si je regarde l'influence de mes interventions sur l'administration, l'ensemble ne vaut pas 10 cents. Alors oui, je suis prêt à rembourser 10 cents ».

Il a dit déplorer les réponses fournies par l'administration Tremblay à ses questions, estimant qu'elles justifiaient ses absences. « Mes interventions n'ont eu aucune conséquence. Le langage de bois qu'on m'a servi m'a démontré que ça ne servait à rien. Quand je vois qu'on me répond "C'est comme ça" parce que c'est comme ça », je ressens une certaine frustration », a expliqué l'élue. Le leader de la majorité à l'hôtel de ville, Marvin Rotrand, avait menacé de lui faire perdre son siège s'il ne se présentait pas à la prochaine rencontre du conseil municipal, un élu ne pouvant s'absenter plus de trois mois de ces séances.

— Pierre-André Normandin

## Nouveau DG au parc Jean-Drapeau

Cinq mois après avoir congédié son directeur général, la Société du parc Jean-Drapeau vient de lui trouver un successeur. Daniel Blier prendra lundi la relève de Christian Ouellet, remercié en mars dernier. Les motifs de ce congédiement n'ont pas été rendus publics, mais *La Presse* avait révélé d'importants dépassements de coûts relativement au projet de réfection du restaurant Hélène-de-Champlain. La facture a

gonflé de 7,2 à 16,4 millions. Des investissements de 119 millions sont en cours au parc Jean-Drapeau dont le réaménagement doit faire office de legs pour le 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal. Daniel Blier, qui a commencé sa carrière à Tourisme Montréal, occupait le poste de directeur des services de commerces à la Société du Vieux-Port de Montréal.

— Pierre-André Normandin

## ACTUALITÉS

# Le Vermont met fin à la « Queb Tax »

Des restaurateurs de Burlington permettaient à leurs employés d'ajouter 18 % à la facture

GABRIELLE DUCHAINE

Une taxe discriminatoire imposée en cachette dans deux restaurants de Burlington pour forcer les clients québécois jugés trop chiches à donner plus de pourboire a causé un véritable tollé dans la métropole du Vermont. Attaquée de toutes parts, la « Queb Tax » vient finalement d'être abandonnée.

« C'était complètement stupide, rage le président de la chambre de commerce régionale du Lac Champlain, Tom Torti. Nous mettons tout en œuvre pour que les touristes québécois se sentent bien accueillis et voilà que des commerçants menacent de tout gâcher à cause d'un stéréotype. »

Jusqu'à tout récemment, des serveurs de deux restaurants du centre-ville, un situé dans la rue principale et l'autre au bord du lac, ajoutaient une surcharge de 18 % sur la facture des clients qui, selon eux, risquaient de ne pas donner un bon pourboire. Si leur cible était surtout les francophones, d'où le surnom de Queb Tax, parce qu'ils sont considérés comme des mauvais payeurs, des touristes d'autres origines y étaient aussi soumis.

**Un pourboire de 3\$ pour une facture de 100\$**

« Ce n'était pas une politique officielle », explique



Jugés chiches, les Québécois étaient victimes d'une surcharge dans au moins deux restaurants de Burlington, au Vermont.

Niall McMahan, serveur au Asiana Noodle Shop, un des commerces qui permettaient cette pratique. « Mais les clients du Québec donnent si peu de pourboire qu'on a commencé à ajouter ça sur les grosses factures pour ne pas se retrouver les mains vides », dit le jeune homme, qui se souvient avoir reçu à peine 3\$ pour une facture de 100\$. « La plupart des serveurs de

Burlington savent que les Canadiens français ne sont pas généreux sur ce plan », déplore M. McMahan. C'est à cause de cette mauvaise réputation que des serveurs ont eu l'idée d'une surcharge destinée aux clients étrangers.

Discrète au début, la pratique a éclaté au grand jour lorsqu'un journal local a publié le témoignage d'une Américaine d'origine

française que l'on prend pour une Québécoise et dont la facture aurait été gonflée à plus d'une reprise dans des restaurants de Burlington. Puis ce fut au tour des médias nationaux de s'emparer de l'affaire, qui a causé tout un tabac. La propriétaire du restaurant Splash at the Boathouse, Barb Bardin, raconte qu'un client est allé jusqu'à lui cracher dessus après qu'il eut

découvert dans les journaux la façon de faire dans son établissement.

« Sans les touristes canadiens, notre économie s'effondrerait et les marchands le savent, dit Tom Torti. Ils ont été nombreux à se manifester pour dénoncer la taxe. C'est mauvais pour les affaires et pour la réputation de la ville. » Il affirme que la chambre de commerce a reçu plusieurs plaintes officielles de commerçants indignés par le comportement de leurs concurrents. Même le gouverneur Peter Shumlin a fait une sortie pour s'excuser auprès des Canadiens et leur rappeler « l'amour » qu'a pour eux le Vermont.

Selon M. Torti, le problème vient du fait que la coutume sur le pourboire est différente au Canada et aux États-Unis, où les serveurs s'attendent à recevoir de 15 à 20 % du total de l'addition. À titre comparatif, les serveurs au Vermont gagnent 4,10 \$ de l'heure, contre 8,55 \$ l'heure pour un serveur québécois. « Les visiteurs ne connaissent pas ces différences-là. Ce n'est pas de la mauvaise foi. Il faut leur expliquer poliment. » Il suggère aux restaurateurs d'indiquer sur le menu le pourboire recommandé ou d'ajouter un calculateur de pourboire sur l'addition.

Au Vermont, la taxe de vente est de 6 %, contre 14,975 % au Québec.

COLLECTION AZ est de retour dans votre ville 514-386-2119

## NOUS ACHETONS VOS BIJOUX EN OR

• SANS RENDEZ-VOUS - ÉVALUATION GRATUITE - AUCUNE OBLIGATION



**BRISÉES ET NON BRISÉES : BAGUES, CHAÎNES OU BRACELETS, BOUCLES D'OREILLES DÉPARÉILLÉES QUE VOUS NE DÉSIREZ PLUS OU QUE VOUS NE PORTEZ PLUS, MÊME VOS DENTS EN OR...**

**NOUS PAYONS COMPTANT**



Nous avons payé pour ce petit lot **\$494**

**Faire le ménage de vos tiroirs, c'est payant !**

NOUS ACHETONS LES PIÈCES DE MONNAIE EN ARGENT  
CANADA 1968 ET AVANT • ÉTATS-UNIS 1964 ET AVANT • OLYMPIQUE



CERTAINES PIÈCES EN OR



STERLING



BILLET DE BANQUE



HOCKEY - BASEBALL  
AVANT 1973



CARTES POSTALES  
ÉCRITES ET NON  
ÉCRITES AVANT 1950



JOUETS DINKY  
MATCHBOX - CORGI



CARTES DE  
CIGARETTES



**6 JOURS SEULEMENT**



**BROSSARD**

SAMEDI 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE

**HÔTEL BROSSARD**

7365, Marie-Victorin  
(800 pieds à l'ouest du pont Champlain)  
de 10h00 à 17h00

**POINTE-CLAIRE**

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE

**HÔTEL HOLIDAY INN**

6700, Transcanadienne  
(sortie St-Jean sud)  
de 10h00 à 17h00

**LAVAL**

LUNDI 3 SEPTEMBRE

JEUDI 6 SEPTEMBRE

**HÔTEL SHERATON**

2440, Aut. des Laurentides  
(À côté du Carrefour Laval)  
de 10h00 à 17h00

**ST-JÉRÔME**

MARDI 4 SEPTEMBRE

**HÔTEL**

**BEST WESTERN**

420, rue Mgr Dubois  
de 10h00 à 17h00

**BOUCHERVILLE**

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

**HÔTEL**

**LE MORTAGNE**

1228, rue Nobel  
(Sortie 93 Est à 4 km du tunnel)  
de 10h00 à 17h00

**COLLECTION AZ**

**MARCHAND / COLLECTIONNEUR DEPUIS 1979**

### Grève étudiante Recours collectif des « carrés verts »

La mollesse des établissements d'enseignements qui ont fait fi de la directive du Ministère en suspendant les cours dans le cadre de la grève étudiante, et la négligence du gouvernement, sont au cœur des doléances contenues dans la demande de recours collectif déposée en Cour supérieure cette semaine par deux étudiants contre le Procureur général du Québec et 25 établissements d'enseignement.

Kim Laganière, élève en techniques infirmières du Collège Montmorency, et Mihai Adrian Draghici, étudiant en histoire de l'Université Laval, réclament des dommages pour avoir été empêchés de suivre leurs cours lors du trimestre d'hiver 2012, ce qui les a retardés dans leur cheminement scolaire et professionnel.

Lors d'un point de presse, hier, l'avocat Michel Savonitto, qui pilote cette demande de recours collectif, a indiqué que le recours est basé sur la notion de contrat. Ainsi, les associations étudiantes qui ont fait la promotion la grève ne sont pas visées.

— Christiane Desjardins

### Santé à Laval Des syndicats s'inquiètent pour les patients

À quelques jours du vote électoral, des syndicats inquiets pour les patients de Laval dénoncent des compressions annoncées en août d'environ 12 millions de dollars. Selon le syndicat représentant le personnel du centre de santé et de services sociaux de Laval (CSSS Laval), et la Fédération de la santé et des services sociaux (CSN), ces compressions pourraient avoir un impact direct sur les délais d'attente, particulièrement pour les patients traités au tout nouveau Centre intégré de cancérologie de Laval (CICL). Ce faisant, les deux ailes syndicales ont dénoncé hier matin le « double discours » du gouvernement actuel (les libéraux) qui avait annoncé une hausse du budget de Laval en santé de 60 %.

En après-midi, hier, la direction du CSSS Laval a tenu à corriger le tir en expliquant que le territoire dispose d'un budget d'environ 464 millions jusqu'en 2012. Et qu'après discussions, un plan d'action a été mis en place pour répondre à des compressions budgétaires de 8 millions, et non de 12 millions. — Sara Champagne

IMPLANTATION DES iPad EN CLASSE

# Des obstacles se dressent à l'horizon

La tablette numérique entre à l'école cet automne. Au moins cinq écoles secondaires privées et deux commissions scolaires demandent à leurs élèves de travailler avec ce nouvel outil. Mais il reste encore plusieurs obstacles à franchir avant que les manuels scolaires et les cahiers d'exercices ne soient remplacés par l'iPad, comme l'a constaté *La Presse* dans ce deuxième et dernier volet.

PASCALE BRETON

La volonté des écoles d'utiliser la tablette numérique en classe se bute à plusieurs obstacles. Les manuels scolaires en format numérique sont rares, tout comme les applications en français.

Quelques collèges privés ont choisi de doter tous les élèves d'une tablette numérique. Des commissions scolaires ont emboîté le pas avec des projets-pilotes, mais on est encore loin d'une révolution dans le sac à dos des élèves.

« À la rentrée de septembre, aucun collège n'aura seulement que du matériel numérique. Il y aura encore des manuels scolaires imprimés », soutient d'ailleurs le président et directeur général de Chenelière Éducation, Jacques Rochefort.

Il rappelle qu'une minorité d'écoles ont opté pour l'iPad en classe. « C'est un phénomène encore rare. »

Pour que la tablette offre réellement des avantages, le manuel numérique doit proposer de l'interaction sous forme de vidéos, de cartes ou de graphiques.

Ces éléments coûtent cher et prennent du temps à produire, précise M. Rochefort. La production de matériel scolaire nécessite près de deux ans de travail actuellement.

Les contraintes sont nombreuses. « Nous devons obtenir l'approbation du ministère de l'Éducation. Nous avons l'obligation de rigueur et d'exactitude du contenu », indique l'éditeur.

Des questions sans réponses

Les discussions avec le ministère de l'Éducation avancent peu concernant le virage numérique dans les écoles, explique Jean Bouchard, vice-président Édition scolaire scientifique et technique de l'Association nationale des éditeurs de livres, également directeur général du Groupe modulo.

« Toute l'année, les questions des éditeurs sont restées sans réponses. On leur demandait quels sont les critères pour définir les ressources pédagogiques numériques, quels sont les critères d'approbation », affirme M. Bouchard.

Des informations qu'il a été impossible de corroborer auprès du Ministère qui n'a pas donné suite à nos questions.

Déjà, les éditeurs doivent produire du matériel numérique adapté aux tableaux blancs interactifs, que le gouvernement Charest souhaite implanter dans toutes les classes d'ici 2016. En parallèle, ils développent aussi des manuels scolaires numériques pour répondre à la demande des écoles qui veulent se tourner vers les tablettes.

Ce développement est coûteux, affirme aussi M. Bouchard. « On ne voit pas à l'horizon un budget du ministère de l'Éducation pour cela. »

Dans le milieu de l'éducation, plusieurs croient pourtant que l'un des avantages du numérique est qu'il sera moins dispendieux de modifier une information que de réimprimer la totalité d'un manuel scolaire.

Encore faut-il préciser à quelle fréquence les manuels



PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

Quelques écoles du Québec ont pris le virage numérique en exigeant un iPad pour leurs élèves. Mais plusieurs obstacles se dressent devant son implantation dans tous les établissements scolaires de la province.

numériques seront mis à jour. Les données changent vite dans le contexte mondial actuel, cite en exemple M. Bouchard.

Des choix à faire

Le virage numérique est l'occasion de mener une réflexion sur les façons de faire, affirme pour sa part Vincent Tanguay, vice-président affaires et innovation au CEFRIO, un centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations à l'aide des technologies de l'information et de la communication.

L'enjeu repose sur le matériel produit par les enseignants, dit-il. Le contenu qu'ils ont développé sous forme d'applications pourrait prendre plus de place, au lieu de se limiter à des manuels scolaires achetés pour plusieurs années.

« Si on ne fait pas le virage d'ici un an ou deux, on va rester prisonnier », affirme M. Tanguay.

« Tout le matériel est conçu pour toute l'année scolaire. L'enseignant doit avoir la liberté de choisir en fonction de

ce qu'il veut faire », précise-t-il.

Les enseignants et les élèves eux-mêmes pourraient éventuellement concevoir des applications. « On est en train d'élaborer un cours pour les élèves de 5<sup>e</sup> secondaire qui pourront développer des applications », explique ainsi le directeur général de la Commission scolaire Sorel-Tracy, Alain Laberge, où tous les élèves de la 4<sup>e</sup> année à la 5<sup>e</sup> secondaire pourraient travailler sur un iPad d'ici quatre ans.

## Un réseau assez puissant?

Avec le nombre croissant de jeunes qui possèdent un iPhone ou un iPod, certaines écoles connaissent déjà des difficultés avec leur système internet sans fil, qui ne suffit pas à la tâche. Qu'arriverait-il si des dizaines d'élèves travaillent sur une tablette numérique en même temps?

Les défis technologiques posés par l'utilisation de ces outils en classe suscitent des questions encore non résolues. Les infrastructures ne sont pas suffisantes. Qui payera la note?

« Est-ce que les commissions scolaires et les écoles privées auront les fonds? », demande Vincent Tanguay, vice-président Affaires et innovation au CEFRIO, un centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations à l'aide des technologies de l'information et de la communication.

La capacité des systèmes actuels est un obstacle soulevé par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) qui, au terme d'une réflexion de quelques mois, a choisi de ne pas prendre le virage des tablettes numériques. Elle préfère se concentrer sur l'utilisation des portables.

La CSDM cite une étude produite en octobre dernier qui démontre que les antennes des tablettes numériques, particulièrement celles de l'iPad, n'ont que 30% de la puissance des antennes des ordinateurs portables.

Le réseau sans fil des écoles n'est pas suffisant, croit le directeur des services informatiques à la CSDM, Jean Ouimet. « Il faudrait doubler le nombre de bornes », dit-il. C'est ce qu'ont dû faire les écoles privées qui ont choisi d'implanter la tablette dans leurs classes cet automne.

Reste également la formation. Les enseignants n'ont pas les connaissances nécessaires pour utiliser cette technologie à des fins plus interactives, explique Vivek Venkatesh, directeur des programmes de deuxième et troisième cycles en technologies éducatives à l'Université Concordia.

Ce sera la même chose avec les tablettes numériques. « Il y a beaucoup d'intégration à faire avec les technologies dans les classes », estime M. Venkatesh.

—Pascale Breton

**LIQUIDATION DE FAILLITE**

**DU JAMAIS VU!!** DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!  
(Ce n'est pas un encan.)

**Rabais de 80%**  
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés). Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

**1<sup>er</sup> tapis 80% de rabais 2<sup>e</sup> gratuit**  
(valeur égale ou moindre du premier)

**4 JOURS SEULEMENT**

**Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!**

**31 août, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 septembre**

Heures d'ouverture: Vendredi 31 août: 11 h à 19 h  
Samedi 1<sup>er</sup> septembre: 11 h à 18 h  
Dimanche 2 et lundi 3 septembre: 11 h à 17 h

**4150, boul. Poirier, Saint-Laurent** (angle boul. Thimens)

VISA, M.C., AMERICAN EXPRESS

**Le meilleur prix garanti... +36 mois sans intérêt!**

**1589<sup>99</sup>\$ 44<sup>17</sup>\$ par mois**

Cuisinière encastrée électrique de 30 po. avec une capacité de 4,1 pi.cu. Autonettoyante. Système à convection véritable Even-Heat<sup>MC</sup>. Surface vitrocéramique. Tiroir-réchaud. Acier inoxydable.  
PRIX RÉG.: 2119<sup>99</sup>  
PTR: 338716

**1599<sup>99</sup>\$ 44<sup>45</sup>\$ par mois**

Réfrigérateur de 22 pi.cu. avec portes françaises et congélateur tiroir. Distributeur d'eau interne. Technologie anti-givre FrostGuard<sup>MC</sup>. Système de gestion de la température ClimateKeeper. Acier inoxydable.  
PRIX RÉG.: 1889<sup>99</sup>  
PTR: 353194

**1859<sup>99</sup>\$ 51<sup>67</sup>\$ par mois**

Ensemble laveuse 5,3 pi.cu. CEI (4,6 pi.cu. DOE) - sècheuse (7,3 pi.cu.). Cycle d'élimination des allergènes. Option anti-froissement avec vapeur. Granite.  
PRIX RÉG.: 2089<sup>99</sup>  
PTR: 360964 - 360969

**679<sup>99</sup>\$ 18<sup>89</sup>\$ par mois**

Lave-vaisselle de 24 po. avec cuve haute en acier inoxydable. 6 programmes. Détecteur de saleté automatique. Système de filtration triple. Option PowerScour<sup>MC</sup>. Acier inoxydable monochrome.  
PRIX RÉG.: 859<sup>99</sup>  
PTR: 360934

**PRIX GARANTI 60 JOURS**  
On livre en 24h  
ICI RECYCLE!

Trouvez nos succursales au **corbeilelectro.com**

**CORBELL ÉLECTROMÉNAGERS**

HEURES D'OUVERTURE : LUNDI ET MARDI : 9 H À 18 H • MERCREDI AU VENDREDI : 9 H À 21 H+ • SAMEDI : 9 H À 17 H • DIMANCHE : 10 H À 17 H

Sur marques et modèles sélectionnés. Quantités limitées. Les photos peuvent différer des modèles offerts. Les prix n'incluent pas les taxes. Promotion en vigueur du 28 août au 24 septembre 2012. \* Si vous trouvez le même article annoncé à plus bas prix ailleurs aux mêmes conditions de paiement et de livraison, nous vous rembourserons la différence, et ce, jusqu'à 60 jours après votre achat, sur présentation d'une publicité concurrente en vigueur à ce moment chez un détaillant autorisé et uniquement sur le même modèle. † Exception: les magasins de Joliette, de Granby et de St-Jean-Sur-Richelieu sont ouverts le mercredi de 9 h à 18 h. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion. Détails en succursale.

## ENTREFILETS



PHOTO OLIVIER JEAN, COLLABORATION SPÉCIALE

## Aréna Maurice-Richard Le toit arraché

Le vent a soufflé le toit de l'aréna Maurice-Richard, hier soir. Même si un cours de patinage artistique avait lieu à l'intérieur de l'édifice, ce sont davantage les personnes qui se trouvaient à l'extérieur qui auraient pu être le plus gravement blessées. Deux grands morceaux de tôle se sont détachés du toit: l'un s'est retrouvé à quelques mètres de la rue Viau, l'autre pendait sur un côté du bâtiment. De plus petits morceaux ont aussi été emportés par le vent. Des travaux étaient en cours sur la structure et des ingénieurs devront évaluer la procédure à adopter pour retirer les parties du toit instable, afin de le solidifier. On ne déplore aucun blessé. — Émilie Bilodeau

## Montréal Une entreprise d'Accurso poursuit Hydro-Québec

Une coentreprise dont fait partie le groupe Accurso vient d'intenter une poursuite de 9,3 millions de dollars contre Hydro-Québec pour des « extras » impayés.

La requête a été déposée au palais de justice de Montréal, en début de semaine. La coentreprise qui poursuit, SBC-EMF, est formée de Simard-Beaudry Construction, propriété du groupe Accurso, et d'Excavations Marchand et fils. Leur poursuite vise

la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ), filiale d'Hydro-Québec.

Essentiellement, la coentreprise se plaint d'avoir réalisé des travaux supplémentaires à ce qui était prévu à un contrat lié à la dérivation de la rivière Rupert, entre août 2007 et août 2009. SBC-EMF était responsable des ouvrages et structures du bief d'amont, secteur nord, du projet. Elle estime que la SEBJ lui

doit 9,3 millions pour des travaux supplémentaires qui n'ont pas été payés.

La requête a été déposée mardi, trois ans après la fin des travaux, ce qui laisse croire que les demandeurs cherchent à ne pas dépasser le délai de prescription prévu dans la loi. Hydro-Québec n'a pas voulu commenter, tandis que l'avocat des poursuivants n'avait rappelé *La Presse* en fin de journée.

— Francis Vaillès

## Montréal Femme accusée d'avoir tenté de tuer sa fille

Une femme de 42 ans, qui aurait drogué sa fille de 19 ans pour ensuite tenter de l'étrangler et de l'assommer, était trop troublée pour comparaître au palais de justice de Montréal, hier.

Des accusations de tentative de meurtre, administration de soporifique, voie de fait armée et voie de fait causant des lésions, ont été déposées contre Nune Barseghyan. Cette dernière a été hospitalisée après son arrestation, et les autorités ne la jugeaient pas en état de comparaître pour le moment. Il s'agit manifestement d'un cas où la responsabilité criminelle pourrait être en jeu.

Les événements sont survenus dans un logement du chemin Canora, mercredi. Madame aurait apparemment mis des somnifères dans le repas de sa fille. Selon le porte-parole du SPVM, Danny Richer, quand la jeune fille s'est réveillée, sa mère était en train de l'étrangler. La jeune fille s'est débattue, et elle aurait ensuite reçu un coup à la tête, avec un objet lourd. La jeune femme aurait tout de même réussi à appeler le 911, vers 17 h. M<sup>me</sup> Barseghyan a été arrêtée. Quant à la jeune fille, elle a été transportée à l'hôpital et elle se porte bien. — Christiane Desjardins

## Niagara Découverte du tronc d'une femme

Le tronc d'une femme, amputé de ses bras, de ses jambes et de sa tête, a été découvert au pied des chutes de Niagara, a annoncé hier la police locale en écartant tout lien entre cette affaire et une autre semblable s'étant produite au milieu du mois à Toronto.

Des passants ont aperçu mercredi le torse flottant sur le fleuve et ont aussitôt alerté les autorités.

Une autopsie a permis de conclure, selon les résultats préliminaires, que la victime est une femme blanche et « d'âge mûr », a ajouté la police.

— La Presse Canadienne

## Saint-Léonard Un des blessés du café QVs rend l'âme

Alors qu'on croyait son état stable, Ben Zaid Moez Ben Ali, l'un des deux hommes atteints par balle dans la nuit de mercredi au café italien QVs, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, a finalement rendu l'âme tôt hier matin.

L'homme de 34 ans était inconnu de la police. Vers 2 h 30, deux hommes noirs portant des cagoules ont fait irruption dans le café situé au 6075, rue Bélanger. Ils y ont fait feu à plusieurs reprises.

Ben Ali a été touché à la cuisse, une seule fois, mais cela a provoqué un

arrêt cardiaque. Il avait cependant été réanimé par les ambulanciers pendant son transport vers l'hôpital et son état était depuis jugé stable.

L'un des trois nouveaux actionnaires du QVs, Marco Lafratta, 24 ans, a également été blessé. S'il n'a aucun casier criminel, la police de Montréal le considère comme « un sujet d'intérêt ».

Il a été atteint de deux projectiles à l'abdomen, puis au bras, mais il n'a jamais perdu conscience et a même pu sortir par lui-même de l'établissement après l'attentat. — David Santerre

## Bois-Francs Vol important de sirop d'érable

Une importante quantité de sirop d'érable a disparu d'un entrepôt situé à Saint-Louis-de-Blandford, dans les Bois-Francs. C'est en procédant à un inventaire de routine que la Fédération des producteurs acéricoles du Québec a découvert le vol.

La Fédération et la Sûreté du Québec n'ont pas voulu dévoiler la quantité exacte de liquide sucré qui avait été dérobée.

Au total, l'entrepôt contenait 10 millions de livres de sirop d'érable pour une valeur de 30 millions de dollars. « Des barils vides ont été trouvés, ce qui laisse supposer que le contenu aurait été transvidé dans des contenants permettant de le distribuer clandestinement », a indiqué la Fédération dans un communiqué de presse. Une enquête a été ouverte. — Émilie Bilodeau

### PROGRAMME ÉDUCATIF



Desjardins



ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE  
**INSCRIVEZ-VOUS**  
AU PROGRAMME ÉDUCATIF DESJARDINS – LA PRESSE  
ET RECEVEZ LA PRESSE À VOTRE ÉCOLE!

**Le programme permet aux écoles secondaires d'utiliser LA PRESSE comme outil pédagogique dynamique dans l'apprentissage du français.**

#### AU CHOIX, VOUS POUVEZ :

- Recevoir jusqu'à 30 exemplaires de LA PRESSE papier par jour, **sans frais**, trois jours par semaine soit, les mardis, mercredis et jeudis.  
(accessible aux écoles secondaires de la grande région de Montréal)

#### OU

- Avoir 30 accès simultanés à la version électronique de LA PRESSE, **sans frais**, du lundi au samedi.  
(accessible aux écoles secondaires de tout le Québec)

#### ÉGALEMENT, VOUS POUVEZ :

- Recevoir quatre jeux de lettres au cours de l'année scolaire et participer au concours s'y rattachant.  
**iPad à gagner pour les élèves!**

Le programme éducatif DESJARDINS – LA PRESSE se déroulera du 11 septembre 2012 au 16 mai 2013

FAITES VITE, LES INSCRIPTIONS SONT LIMITÉES!  
[lapresse.ca/programmedesjardins](http://lapresse.ca/programmedesjardins)

MAISON

**CE SAMEDI**  
LE RETOUR  
DE LA PETITE LAINE

Tous les samedis dans

LA  
PRESSE



PHOTO REUTERS

Des négociations auraient lieu afin de parvenir à un cessez-le-feu entre le gouvernement de Colombie et les Forces armées révolutionnaires.

# Un parfum de paix en Colombie

## Le vent tourne entre les FARC et le gouvernement

Lueur d'espoir en Colombie. Selon des informations divulguées mercredi, des discussions seraient en cours en vue d'un cessez-le-feu entre les FARC et le gouvernement colombien. Bientôt la fin d'une guerre qui dure depuis presque 50 ans et qui a fait plus de 250 000 morts? Professeur à l'Université de Georgetown et auteur du livre *The FARC at the Negotiating Table* (Les FARC à la table de négociation), Mark Chernick se dit optimiste.

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

**Q** Qui sont les FARC?

**R** Les FARC sont les Forces armées révolutionnaires de Colombie. C'est un des plus vieux groupes de guérilla du monde. Ce qui les rend unique est que leurs premiers chefs étaient tous des paysans. En 1964, leurs revendications tournaient autour de la terre et de l'accès aux ressources de l'État. Leurs nouveaux leaders peuvent venir de la ville. Ils sont généralement plus instruits. Ils réclament plus de justice sociale dans les zones rurales et un accès à la participation politique en Colombie.

**Q** De quoi sera-t-il question pendant ces négociations?

**R** Il y a trois grands dossiers sur la table. Le problème de la réforme agraire, la participation politique et les compensations pour les victimes de la guerre et un plan de rechange pour le trafic de la drogue. C'est la première fois que ce dernier point est à l'ordre du jour pour des négos. L'idée, c'est que l'État aide les fermiers à remplacer une culture illégale par des cultures légales. Un énorme défi. La Colombie reste le plus gros producteur de coca et de cocaïne au monde. Un commerce qui a d'ailleurs beaucoup alimenté le conflit.

**Q** Les FARC et le gouvernement colombien n'en sont pas à leurs premières négociations. Qu'est-ce qui vous fait croire que celles-ci réussiront?

**R** Le contexte est propice. Les FARC sont affaiblies. Le gouvernement est plus fort. Le pays en a assez de la guerre et veut la paix. Et l'agenda est plus réaliste qu'il y a 10 ans. Tout le monde semble sur la même longueur d'onde: ces négociations ne sont pas exploratoires, elles doivent déboucher sur un cessez-le-feu. Déjà, les deux camps se sont mis d'accord pour parler en zone neutre, avec de l'aide internationale. Le siège principal des discussions est à Cuba. Mais les négociations auront lieu en Norvège. Enfin, il est probable que les États-Unis appuieront les initiatives du gouvernement colombien, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé.

**Q** Quels sont les principaux obstacles au processus de paix?

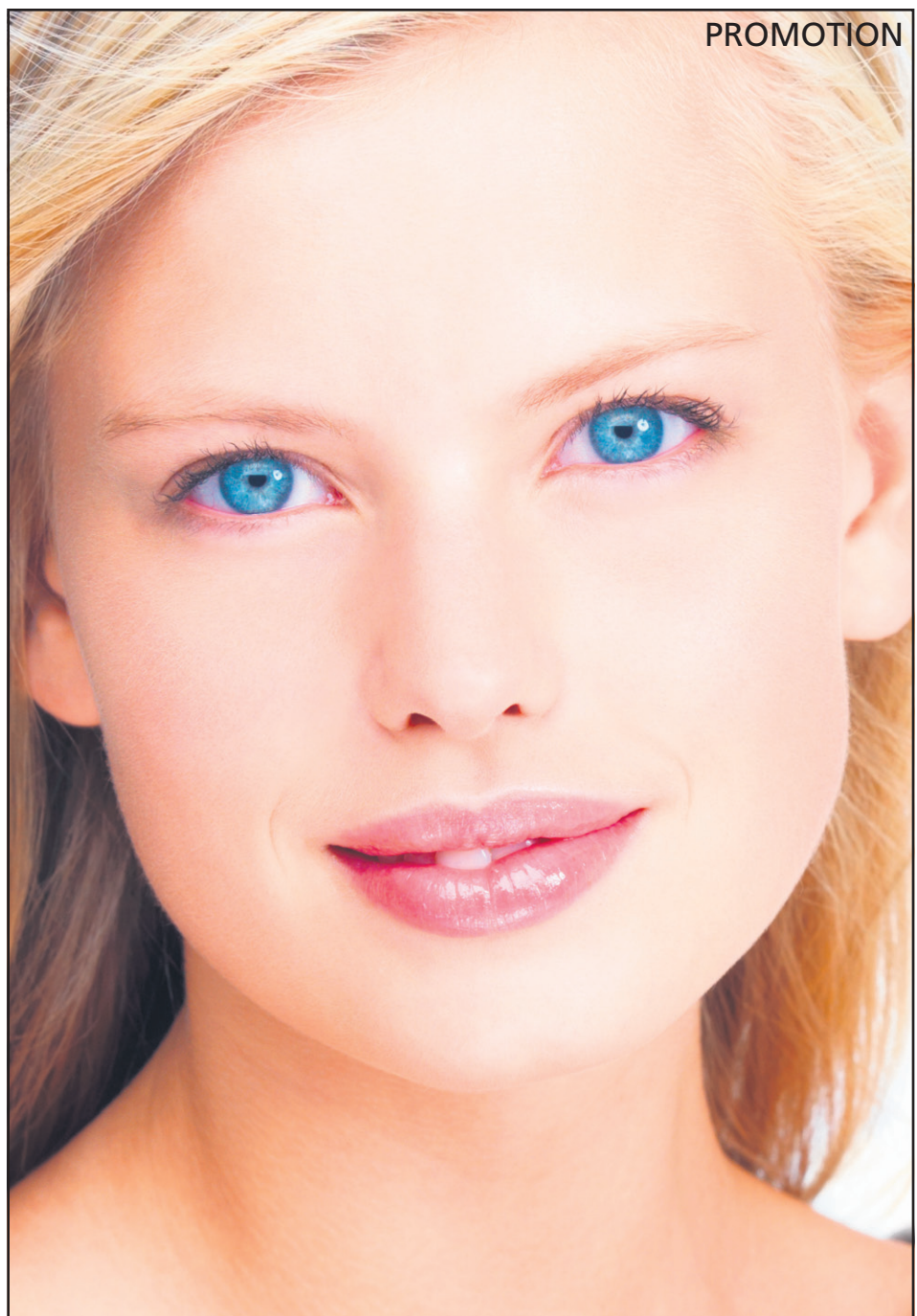
**R** Les risques de sabotage sont nombreux. Et ils peuvent venir de partout. Chaque fois que les deux parties se sont rencontrées, il s'est passé quelque chose. Les FARC enlèvent un politicien, détournent un avion. Le gouvernement renverse la table en disant qu'il n'y a rien à faire avec ces terroristes. Puis, il envoie l'armée en expédition punitive dans les zones occupées par les FARC. Cela pourrait arriver de nouveau. La question est de savoir comment gérer l'impondérable. C'est ici que l'aide internationale sera utile. Quoi qu'il se passe, elle fera en sorte que les deux parties restent à la table des négociations.

**Q** Advenant la paix en Colombie, que deviendraient les FARC?

**R** L'objectif d'un processus de paix est de transformer un conflit armé en compétition démocratique. C'est ce qui est arrivé au Salvador. Mais c'est un processus très difficile. On peut imaginer que les FARC voudront fonder un parti politique. Mais ils sont échaudés. Dans les années 80, quand il y a eu un cessez-le-feu, ils ont fondé un parti, l'Union patriotique, et fait élire 14 sénateurs et membres du Congrès. Mais beaucoup d'entre eux ont été tués. Ils ne voudront pas courir le même risque à moins d'avoir de sérieuses garanties du gouvernement.

### LA FIN DES FARC?

Placées sur la liste des organisations terroristes des États-Unis et de l'Union européenne, les FARC sont reconnues pour avoir pris en otages plusieurs personnalités politiques ou militaires. Leur plus grand coup d'éclat fut probablement l'enlèvement de la candidate présidentielle Ingrid Betancourt, libérée par l'armée colombienne en 2008 après plus de six ans de captivité dans la jungle. En avril dernier, le mouvement a libéré ses derniers prisonniers politiques, des policiers et militaires détenus depuis 12 à 14 ans, et annoncé avoir renoncé aux enlèvements contre rançon. Le trafic de cocaïne est la principale source de financement de ce mouvement de guérilla, fondé au milieu des années 60 par Manuel Marulanda. Les FARC compteraient encore quelque 9200 combattants, repliés dans les montagnes et les forêts, à la suite d'une série de revers militaires qui ont divisé les troupes par deux en une décennie. — D'après AFP, Radio-Canada et Reuters



## Comme une peau de bébé!

Préfix est doté d'actifs que l'on retrouve également dans le vernix, une substance qui recouvre la peau du bébé à sa naissance et qui enveloppe aussi le fœtus dans le ventre de la mère.

Le vernix renferme 12 % de squalane, qui protège la grande douceur et l'élasticité de la peau de bébé. Préfix, une crème pour le visage sans parfum, à base de squalane marin, est un émoullissant naturel, facile à étaler et apaisant.

La douceur de la peau des bébés pourrait être attribuée au vernix caseosa, la substance blanchâtre qui recouvre la peau du bébé à sa naissance.

La recherche a porté à la fois sur des bébés qui ont perdu cette couche et d'autres qui l'ont conservée. C'est ainsi qu'ils ont réalisé que ce produit est un hydratant naturel aux propriétés antioxydantes et anti-infectieuses. Il permet à la peau des nouveau-nés de ne pas se dessécher et d'être moins desquamée.

Menée en collaboration avec des laboratoires pharmaceutiques, cette recherche a débouché sur la mise au point d'une version cosmétique. **Préfix est cette version.**

Ingrédients INCI déposés aux autorités gouvernementales sous Préfix<sup>MD</sup>

À l'achat d'un pot de Préfix 60ml, obtenez-en un deuxième **GRATUITEMENT**



[www.bio-actif.com](http://www.bio-actif.com)



En vigueur du 1er au 4 septembre 2012\*  
\* Jusqu'à épuisement des stocks.

### Disponible aux endroits suivants:

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal  
514 279-3709

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC  
418 656-1266

**Boutique Luc Mathieu**  
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières  
Commandes postales : 819 378-7777  
Ligne sans frais : 1 877 511-3368

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
1600, Le Corbusier (Centre Laval)  
450 688-5455

**Boutique Luc Mathieu**  
2622, rue King Ouest  
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke  
819 823-3322

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau  
819 770-3645

**Néo-Santé**  
495, rue St-Georges, St-Jérôme  
450-436-5548

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno  
450 653-6009

**Boutique Luc Mathieu**  
227, rue Principale ouest, Magog  
819 868-3368

**Espace Santé Beauté Johanne Verdon**  
Galeries Rive-Nord  
100, boulevard Brien, Repentigny  
450 657-2032

**Boutique Luc Mathieu**  
104, route du Président-Kennedy, Lévis  
418 833-5933

**Vitavie au naturel**  
3333, du Carrefour Promenade, Beauport  
418-667-0070

**Ferti 2000**  
Commandes postales  
Tél. : 514 272-1365

**Ligne extérieure : 1 800 272-1365**  
Lundi au vendredi : 9h à 17h  
Samedi et dimanche : 8h30 à 17h

**Santé en direct**  
Ligne ouverte avec Johanne Verdon  
sur les ondes de CJLV 1570 AM  
samedi et dimanche de 8h à 11h  
450-680-1570 1-866-895-3142



### Les mots du jour

« Il n'y a pas beaucoup de femmes noires ici. »

- Patricia Carroll, la camérawoman noire de CNN à qui des participants à la convention républicaine de Tampa ont jeté des cacahuètes en disant « c'est comme ça qu'on nourrit les animaux ».



Condoleezza Rice

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

### Condi en 2016?

Condoleezza Rice ne nourrit peut-être aucune ambition présidentielle. Mais le discours de l'ancienne secrétaire d'État à la convention républicaine de Tampa n'a pas seulement électrisé son auditoire mercredi soir. Il a également fait croire à plusieurs commentateurs qu'elle pourrait briguer un jour la Maison-Blanche. Condi contre Hillary en 2016? Pourquoi pas...

### Des médecins en mission

À l'ombre des palmiers, dans un parc situé à proximité des grands hôtels du centre-ville de Tampa, se trouvait hier une poignée de médecins. Objectif: défendre la réforme sur la santé d'Obama, diabolisée par bon nombre de républicains, qui y voient une menace à leur liberté. Comment Lisa Plymate, qui exerce la médecine à Seattle, compte-t-elle les faire changer d'avis? « En leur disant que si vous avez un meilleur système de santé, vous avez plus de liberté. »

— Richard Héту et Alexandre Sirois

# « Le président a déçu l'Amérique »

Dans son discours, Mitt Romney se pose en candidat de l'espoir et du changement



ALEXANDRE SIROIS  
ENVOYÉ SPÉCIAL  
FLORIDE

TAMPA — Mitt Romney a tenté hier de redorer son blason, tout en cherchant à convaincre les Américains de mettre fin à leur histoire d'amour avec Barack Obama, qu'il a dénigré avec fougue. « Le président a déçu l'Amérique ».

« À la majorité des Américains qui pensent que le futur ne sera pas mieux que le passé: je peux vous garantir que si Barack Obama est réélu, vous aurez raison », a-t-il soutenu au cours d'un discours devant plusieurs milliers de spectateurs au Tampa Bay Times Forum.

Un peu à la façon d'Obama il y a quatre ans, le candidat républicain s'est présenté comme le candidat de l'espoir et du changement. Celui qui saura « restaurer la promesse de l'Amérique », a-t-il dit.

« Les Américains ont été patients... mais aujourd'hui le temps est venu de tourner la page, le temps est venu de mettre derrière nous les déceptions des quatre dernières années », a lancé l'ancien gouverneur du Massachusetts.

Sarcastique, il s'est ensuite présenté comme une solution de rechange pragmatique à un président idéaliste. « Le président Obama a promis de freiner la hausse du niveau des océans et de soigner la planète. Ma promesse... est de vous aider, vous et votre famille », a-t-il affirmé, pour le plus grand plaisir de l'audience.

#### Priorité à l'économie

Il a bien sûr passé de longs moments à parler d'économie



Mitt Romney a eu des mots très durs pour le président Obama dans son allocution d'hier.

PHOTO ROBYN BECK, AGENCE FRANCE-PRESSE

et de la crise qui afflige son pays, l'air confiant et déterminé sur ce thème qui lui est cher, citant au passage le succès de Steve Jobs à la tête d'Apple.

D'abord pour accuser le président actuel — « qui s'en prend au succès » — d'être responsable de la reprise chancelante. Ensuite pour promettre de faire mieux, notamment à l'aide d'un plan en cinq points visant à créer 12 millions d'emplois.

« Une commission spéciale n'est pas nécessaire pour savoir ce dont l'Amérique a besoin. L'Amérique a besoin d'emplois. De beaucoup d'emplois », a-t-il martelé.

Et d'ajouter: « vous savez

qu'il y a quelque chose qui ne va pas avec le travail qu'il a fait comme président quand votre meilleure impression est celle du jour où vous avez voté pour lui. »

Cela dit, avant de démolir la réputation de son rival, il a interpellé les Américains quant au choix qu'ils auront à faire en novembre. Car son discours était pour lui l'ultime chance de se présenter sous un jour favorable.

#### Vie privée

« Pour faire ce choix, vous devez en savoir plus à mon sujet », a-t-il dit. Le candidat mal aimé, diabolisé par les attaques efficaces menées par les démocrates ces derniers

mois, a donc avant tout pris soin de raconter l'histoire de sa vie.

Plusieurs minutes après la présentation d'une vidéo intimiste portant surtout sur sa femme et ses enfants, il a parlé de ses parents, au sujet desquels il est généralement discret. De leur « amour inconditionnel », mais aussi de leurs aventures politiques.

Celles de son père, gouverneur du Massachusetts de 1963 à 1969, et candidat déçu à la présidence américaine. Et celle de sa mère, qui s'est présentée au Sénat en 1970. « Je peux encore l'entendre dire avec sa belle voix: Pourquoi les femmes auraient-elles moins à dire que les hommes

quant aux grandes décisions à prendre dans notre pays », a dit Mitt Romney.

Il a par ailleurs tenté de rétablir la réputation de son ancienne société d'investissement, Bain Capital, également la cible de critiques acerbes depuis le début de la campagne. Société entre autres derrière le succès de l'entreprise Staples, « où je suis heureux de voir que la campagne d'Obama s'approvisionne », a-t-il dit.

La soirée d'hier en était une où la plupart des orateurs, triés sur le volet, ont soutenu exemples à l'appui que Mitt Romney est un être exceptionnel. Incluant la jeune étoile politique floridienne, Marco Rubio. Son allocution a plu, mais pas autant que celle d'un invité surprise, Clint Eastwood.

Dans une mise en scène franchement surréaliste, l'acteur a imaginé que le président Obama était assis à ses côtés sur une chaise pour qu'il puisse lui faire la leçon. Applaudi à tout rompre par la foule, il a lancé quelques blagues et marmonné, de sa voix rauque, que les Américains doivent « se débarrasser d'Obama » et élire un homme d'affaires à la Maison-Blanche.

### BUSH PREND LA DÉFENSE DE... BUSH

Jeb Bush, frère de George W. Bush, a pris la défense de l'ancien président hier tout en attaquant Barack Obama. « Monsieur le président, il est temps d'arrêter de blâmer votre prédécesseur pour vos politiques économiques désastreuses », a-t-il lancé.

# Ryan passé au détecteur de mensonge

Les médias américains trouvent de nombreuses déclarations douteuses dans le discours du républicain



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE  
FLORIDE

TAMPA — Rien ne pouvait gâcher la fierté de Rohn Bishop au lendemain du discours de Paul Ryan à la convention républicaine de

du Midwest hier après-midi. « Il a donné une performance brillante. »

Oui, mais... Paul Ryan n'a-t-il pas, à plusieurs reprises, pris des libertés avec la vérité, comme le lui ont reproché les grands médias américains, dont les vérificateurs de faits ont réagi avec un empressement rarement vu en pareilles circonstances?

« Je ne lis même pas le site PolitiFact, qui est prétendument le meilleur dans le domaine, a répondu Rohn

l'impact de leur travail reste à déterminer.

Du *New York Times* au *Washington Post* en passant par l'Associated Press, plusieurs médias américains ont passé au crible le discours de Paul Ryan, y trouvant de nombreuses déclarations douteuses ou carrément fausses.

« Consternant, fourbe et hypocrite », a notamment martelé le *Washington Post* en revenant sur l'assertion de Paul Ryan selon laquelle le président avait accumulé plus de dettes que n'importe quel autre président avant lui. Connue pour son expertise budgétaire, le colistier de Mitt Romney n'a pas mentionné que ces dettes résultaient en bonne partie des réductions d'impôts et des guerres de l'ère Bush.

Les vérificateurs de faits ont également reproché à Paul Ryan d'avoir dénaturé les faits sur les circonstances qui ont mené à la dette américaine par Standard & Poors en août 2011 et à l'échec du plan de réduction de la dette proposé par la commission Simpson-Bowles en mars 2012.



Les vérificateurs de faits reprochent au colistier de Mitt Romney, Paul Ryan, d'avoir dénaturé des faits, notamment concernant la dette américaine.

PHOTO ERIC THAYER, REUTERS

« Consternant, fourbe et hypocrite », a notamment martelé le *Washington Post* en revenant sur l'assertion de Paul Ryan selon laquelle le président avait accumulé plus de dettes que n'importe quel autre président avant lui.

Tampa, pas même les nombreuses critiques des vérificateurs de faits.

« C'est un leader intellectuel de l'aile réformatrice du Parti républicain. Et le fait qu'il vienne du Wisconsin n'est pas un hasard », a déclaré le délégué de cet État

Bishop. Il n'est même pas digne de servir de papier de toilette. »

La réaction de militant de 33 ans donne une idée du défi auquel font face les vérificateurs de faits aux États-Unis. Ils ont redoublé d'efforts après le discours de Paul Ryan, mais

Ils ont aussi dénoncé les raccourcis de Paul Ryan à propos des coupes annoncées par Barack Obama dans le programme d'assurance santé Medicare. Et ils ont déploré que le représentant du Wisconsin ait laissé entendre que le président devait être blâmé pour la fermeture d'une usine de GM à Janesville, sa ville natale.

La performance de Paul Ryan n'a guère impressionné le journaliste Ryan Lizza, qui a signé récemment dans l'hebdomadaire *The New Yorker* un portrait plutôt flatteur du représentant du Wisconsin.

« Ryan a commencé cette course avec une réputation d'honnêteté. Il est en voie de la perdre », a-t-il écrit hier.

## LE TOUR DU GLOBE

## États-Unis Un journaliste équatorien protégé

Les États-Unis ont accordé l'asile politique au journaliste équatorien Emilio Palacio, le 17 août, a-t-on appris hier de la bouche du principal intéressé. M. Palacio a été condamné à trois ans de prison pour avoir accusé le président équatorien Rafael Correa de « crimes contre l'humanité ».

— Agence France Presse

## Égypte Froid au sommet des non-alignés

Premier chef d'État égyptien invité à se rendre en Iran depuis 1969, le président Mohamed Morsi s'est fait remarquer hier lors du Sommet des non-alignés, qui se tient à Téhéran. Le politicien a dénoncé la « tyrannie » de Bachar al-Assad en Syrie, l'un des principaux alliés de l'Iran. La délégation syrienne a réagi aux déclarations en quittant la salle.

— Agence France Presse

## Russie Au nom de Pussy Riot?

Les cadavres d'une mère de 76 ans et de sa fille de 38 ans ont été retrouvés hier à Kazan en Russie. Les dépouilles étaient accompagnées du message « Libérez les Pussy Riot », du nom du groupe punk russe dont trois membres sont actuellement détenus pour une « prière » anti-Poutine. Les policiers croient que le meurtrier essaie de faire passer son crime pour un geste politique. L'Église orthodoxe, elle, jette le blâme sur les jeunes femmes emprisonnées.

— Agence France Presse

## Afrique du Sud 270 mineurs inculpés

Les mineurs arrêtés le 16 août lors de la fusillade policière de Marikana ont été accusés hier du meurtre de leurs 34 camarades. Une clause de la loi sud-africaine prévoit que toutes les personnes arrêtées sur les lieux d'une fusillade impliquant la police soient inculpées de meurtre. L'inculpation concerne 270 mineurs, soit les 259 qui ont été arrêtés le 16 août, en plus les blessés qui ont été placés en état d'arrestation à leur sortie de l'hôpital.

— Agence France Presse

## MORT DE YASSER ARAFAT

# La vérité par la science?



MARC THIBODEAU  
PARIS

Les causes exactes de la mort de Yasser Arafat pourraient bientôt être éclaircies par des chercheurs suisses qui ont créé une tempête en découvrant des traces de polonium sur les effets personnels du défunt dirigeant palestinien.

Une équipe de l'Institut de radiophysique du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), à Lausanne, vient d'être invitée par l'Autorité palestinienne à se rendre à Ramallah, en Cisjordanie, pour prélever des échantillons de la dépouille du raïs en vue de confirmer le résultat de leur analyse.

« Ils souhaitent que nous venions, et que nous venions rapidement », a indiqué hier à *La Presse* un porte-parole de l'établissement, Darcy Christen, en précisant qu'aucune décision définitive n'avait été prise à ce sujet.

L'établissement souhaite au préalable obtenir l'autorisation de la veuve de Yasser Arafat, Souha, qui réside en France. Elle a porté plainte en juillet pour « assassinat » après la diffusion d'un reportage de la chaîne Al-Jazira révélant la découverte du polonium. Ses avocats souhaitent que l'expertise scientifique soit réalisée en concertation avec les juges d'instruction qui seront désignés sous peu dans ce dossier.

Le journaliste Clayton Swisher avait fait appel à l'Institut de radiophysique pour faire analyser des vêtements portés par Arafat juste avant sa mort, en novembre 2004, dans un hôpital militaire de la région parisienne.

Au dire de M. Christen, les chercheurs ont été « surpris » de découvrir la substance radioactive en quantité « significative » dans des échantillons d'urine et de sang prélevés sur les vêtements. D'autant plus qu'il s'agissait de polonium « artificiel » — produit dans les centrales nucléaires par transformation de l'uranium — et non de polonium présent naturellement dans l'environnement.

Lors de l'hospitalisation de Yasser Arafat en France, des analyses avaient été menées par le Service de protection radiologique des armées afin de déterminer la source d'un hypothétique empoisonnement, sans rien révéler.

Mais les chercheurs n'avaient pas tenté d'identifier le polonium, qui a été utilisé avec succès quelques années plus tard en Grande-Bretagne, pour éliminer un espion russe passé à l'opposition, précise M. Christen.

### Symptômes non reliés

Des spécialistes ont fait remarquer au cours des derniers jours que les symptômes présentés par Yasser Arafat ne correspondaient pas à ceux qui sont associés à une exposition au polonium.

« Nous avons été surpris une deuxième fois lorsque nous avons constaté que le tableau clinique ne correspondait pas [...] Mais il est vrai aussi qu'il n'y a que six cas documentés de cette nature et qu'on ne



PHOTO ARCHIVES REUTERS  
Une équipe de chercheurs établie en Suisse a été invitée par l'Autorité palestinienne à confirmer la présence de traces de polonium sur la dépouille du défunt Yasser Arafat.

connaît donc pas très bien les effets du polonium», relève le porte-parole.

Puisque la substance radioactive se dégrade rapidement, l'Institut suisse estime qu'il est important de procéder dans les deux mois qui viennent afin d'obtenir des résultats concluants.

Il y a un mois, la veuve de Yasser Arafat a expliqué que l'enquête d'Al-Jazira et les pressions exercées par sa fille l'avaient convaincue de saisir la justice française pour rouvrir le dossier. « C'est mon devoir de mère et d'épouse de rechercher la vérité, hors de tout contexte politique », a

souligné Souha Arafat, qui a empêché la tenue d'une autopsie à la mort de son mari.

Les médecins français avaient alors refusé de donner des détails sur la cause de son décès en raison du secret médical, alimentant ainsi les rumeurs. Le rapport médical de l'hôpital, diffusé depuis, a révélé que le dirigeant palestinien souffrait de troubles hématologiques importants dont la cause n'avait pu être précisée. La possibilité d'un empoisonnement d'origine criminel avait été considérée, puis écartée après diverses vérifications.

Les révélations d'Al-Jazira ont ressuscité les interrogations sur les causes de la mort du dirigeant palestinien et le rôle potentiel des services de renseignements israéliens. La Fondation Yasser Arafat affirme que la présence de traces de polonium démontre « clairement » que l'ex-dirigeant a été empoisonné.

Le ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré que le gouvernement n'était pas concerné par cette affaire malgré les accusations « farfelues » portées à son encontre.

Dans le quotidien israélien *Haaretz*, deux journalistes ayant enquêté sur la mort de Yasser Arafat affirment que l'État israélien n'avait aucun intérêt à faire assassiner le dirigeant palestinien, parce qu'il était alors affaibli politiquement.

Ils affirment par ailleurs que le gouvernement avait promis à l'administration américaine de ne pas éliminer Yasser Arafat, qui était confiné dans le quartier général de l'Autorité palestinienne depuis trois ans par les forces israéliennes.

# VIVEZ LA SOIRÉE ÉLECTORALE AVEC LA PRESSE!

Une soirée animée vous attend le mardi 4 septembre sur lapresse.ca. Une couverture vidéo en direct avec notre équipe de 80 journalistes à l'œuvre pour vous garder informés.

**NOS CHRONIQUEURS** Vincent Marissal, Patrick Lagacé, Michèle Ouimet, Rima Elkouri, Nathalie Petrowski, Hugo Dumas, Pierre Foglia et Yves Boisvert vous font part de leurs opinions.

**CE MERCREDI DANS LA PRESSE**, quatre de nos chroniqueurs suivront un chef de parti lors des **dernières 72 h de leur campagne**. Nathalie Petrowski avec François Legault, Michèle Ouimet avec Pauline Marois, Rima Elkouri avec Françoise David et Patrick Lagacé avec Jean Charest.

LA  
PRESSE

LA  
PRESSE  
.CA

LA  
PRESSE  
MOBILE



### LA PRESSE PAPIER

- 24 pages de résultats, réactions et analyses
- Comptes-rendus de journalistes avec les trois principaux chefs
- Les 72 dernières heures de 4 chefs

### LAPRESSE.CA

- Les résultats en direct
- Des reportages vidéo
- Des tables d'analyse
- Un clavardage

### LA PRESSE MOBILE

- L'actualité de minute en minute

### RÉSEAUX SOCIAUX

- Suivez nos journalistes en direct

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAL

## Pour la stabilité



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Jean Charest et son Parti libéral du Québec gouvernent le Québec depuis neuf ans. Ils demandent aujourd'hui aux Québécois de leur confier de nouveau la direction de la province. La première question que se posent les électeurs est donc celle-ci : est-il souhaitable que les libéraux obtiennent un quatrième mandat ?

À plusieurs égards, M. Charest et son équipe ont fait du bon travail. Le Québec a mieux traversé la dernière crise économique que la plupart des régions du monde et une partie du mérite revient au gouvernement. En matière de finances publiques, les libéraux ont géré prudemment.

*Nous comprenons la soif de changement qu'éprouvent de nombreux Québécois. Cette soif ne doit toutefois pas les amener à prendre des risques inconsidérés.*

Le premier ministre a lancé l'ambitieux Plan Nord, qui sera l'une des clés de la prospérité du Québec au cours des prochaines décennies. Il a redonné au Québec un rôle actif au sein de la fédération canadienne.

Cependant, le bilan libéral est terni par deux tâches importantes. En premier lieu, le Parti libéral a mis un accent démesuré sur la récolte de fonds à des fins partisanes. Cela a donné lieu à la présence, à proximité du parti, de personnes aux intentions troubles. Les allégations de favoritisme se sont multipliées et les libéraux n'ont pas été en mesure de les rejeter de manière convaincante.

En second lieu, le gouvernement Charest a mal géré plusieurs dossiers chauds; ceux-ci ont alors dégénéré en crise. Souvent, le gouvernement a eu du mal à expliquer ses politiques de façon convaincante, de sorte que les opposants ont gagné l'appui d'une majorité de citoyens. Malgré ses grandes qualités, le premier ministre est devenu la principale cible du désabusement de la population envers la classe politique.

Ces faiblesses expliquent que bon nombre de Québécois expriment un grand désir de changement.

■■■

Lorsque les électeurs souhaitent changer de gouvernement, c'est généralement le parti formant l'opposition officielle qui s'impose comme solution de remplacement. Or, la présente campagne a démontré qu'un gouvernement du Parti québécois serait néfaste pour le Québec.

La chef de la formation, Pauline Marois, l'a laissée dériver à gauche. On le voit dans un discours hostile au secteur privé. On le voit dans le retour de la culture perverse du gel des tarifs et dans la hausse projetée des impôts des contribuables aisés.

La «gouvernance souverainiste» produirait d'innombrables conflits avec Ottawa. Les stratégies péquistes ne s'en cachent même pas: leur objectif est de créer les conditions propices à la tenue d'un nouveau référendum sur l'indépendance. Avant même cette consultation dont 70% des citoyens ne veulent pas, un gouvernement du PQ sèmerait la zizanie en adoptant une «nouvelle loi 101» et en préparant une citoyenneté et une constitution québécoises.

■■■

La seule autre formation capable de former le prochain

gouvernement est la Coalition avenir Québec (CAQ). Ayant réuni des fédéralistes et des souverainistes, François Legault propose de laisser de côté la question nationale pour s'attaquer aux problèmes concrets des Québécois. L'approche en séduit plusieurs.

En créant et en bâtissant la CAQ, M. Legault a fait preuve d'une détermination et d'un leadership impressionnants. La CAQ promet de relancer l'économie, de diminuer la bureaucratie, de lutter contre le décrochage et de faciliter l'accès aux soins: ce sera certainement plus difficile que ce que prétend le parti, mais les objectifs sont louables.

Toutefois, certaines des propositions caquistes apparaissent mal ficelées. Si nous apprécions la volonté de M. Legault de créer la richesse, d'attirer des investissements et d'encourager l'entrepreneuriat, nous nous inquiétons de son penchant pour l'interventionnisme, notamment par le biais de la Caisse de dépôt. L'augmentation proposée de la taxation des dividendes et des gains en capital est aussi mal avisée que populiste.

En ce qui a trait à l'enjeu constitutionnel, M. Legault a pris un engagement très clair: sous sa garde, il n'y aura pas de référendum sur l'indépendance. Nous n'avons pas de raison de douter de sa bonne foi. Néanmoins, à nos yeux, pour gouverner le Québec et le faire pleinement profiter de son appartenance au Canada, il faut davantage qu'une sorte de neutralité indifférente à l'égard de ce pays.

Enfin, si M. Legault a réussi à attirer des candidats de qualité, personne de son équipe, sauf le chef lui-même, n'a d'expérience gouvernementale. À peine quelques-uns ont siégé à l'Assemblée nationale. Autrement dit, ce parti doit faire ses classes.

■■■

Les Québécois se retrouvent aujourd'hui devant un choix clair: d'une part, la stabilité économique et politique, d'autre part l'incertitude, la division, les manigances.

Alors que la conjoncture mondiale est particulièrement menaçante, alors que le Québec fait face à d'importants défis fiscaux et démographiques, on ne peut imaginer pire scénario que l'élection d'un gouvernement du Parti québécois. La province se trouverait plongée dans des débats stériles. La menace d'un troisième référendum sur l'indépendance planerait sans cesse. La dette de l'État, déjà trop lourde, augmenterait. Les entreprises, de loin les principales créatrices de richesse, seraient vues avec méfiance. Le Québec s'en trouverait fragilisé, au moment le plus inopportun qui soit.

La grande majorité des Québécois souhaitent autre chose. Ils rêvent de prospérité, de stabilité et de paix sociale. À notre avis, le Parti libéral est le plus apte à guider le Québec au travers de la tempête mondiale appréhendée. Le premier ministre, Jean Charest, a une expérience, une envergure et une compréhension des enjeux supérieures à celles de ses principaux adversaires. Sous sa gouverne, il n'y aurait ni référendum, ni déchirements linguistiques et religieux, ni bouleversements de structures.

Nous comprenons la soif de changement qu'éprouvent de nombreux Québécois. Cette soif ne doit toutefois pas les amener à prendre des risques inconsidérés. Par conséquent, ceux qui veulent changer de gouvernement devraient appuyer la Coalition avenir Québec. Cette formation a certes les faiblesses de sa jeunesse, mais elle propose de gouverner en fonction des préoccupations réelles des citoyens, pas d'une idéologie. Avec un gouvernement dirigé par François Legault, il n'y aurait pas de référendum et l'accrait serait mis, comme il se doit, sur le développement économique. M. Legault a exprimé le désir d'établir des relations fructueuses avec le gouvernement fédéral. Tout cela est de loin préférable au programme souverainiste et socialisant du Parti québécois de M<sup>me</sup> Marois.



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

## LA PRESSE ET LES ÉLECTIONS DU 4 SEPTEMBRE

## Pourquoi La Presse prend-elle position?

À toutes les élections fédérales ou provinciales, certains de nos lecteurs sont étonnés de voir l'éditorial de *La Presse* prendre position en faveur d'un parti. Cette tradition est pourtant bien établie dans les grands quotidiens d'Amérique du Nord, que ce soit au Canada ou aux États-Unis. Sa raison d'être est simple: si la colonne éditoriale s'exprime quotidiennement sur les enjeux auxquels la société québécoise est confrontée, pourquoi se tairait-elle au moment où les Québécois doivent choisir leur prochain gouvernement?

Il ne s'agit pas d'imposer un point de vue à nos lecteurs, mais de leur proposer un raisonnement qui, nous l'espérons, alimentera leur propre réflexion. D'ailleurs,

dans le même but, au cours des dernières semaines, nos pages Débats ont offert un vaste éventail d'opinions sur les thèmes-clés de la campagne électorale.

## Une rédaction indépendante

Cet éditorial n'engage en rien la rédaction du journal, qui continue de travailler en toute indépendance. À *La Presse*, une muraille de Chine sépare l'information et l'éditorial. Ce mur est étanche, en campagne électorale comme à toute autre période.

André Pratte  
Éditorialiste en chef

## OPINION

## Un automne chaud

Plusieurs pays fort endettés feront face à des échéances éprouvantes à très court terme



PHILIPPE FAUCHER

L'auteur est professeur au département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal.

La situation économique internationale est fort préoccupante, et les perspectives ne sont pas encourageantes. Il n'y a pas de dénouement annoncé à la crise de l'euro. L'économie américaine ne parvient pas, malgré les élections présidentielles, à sortir de la stagnation. Les pays émergents, aux prises avec leurs propres tensions, ne sont plus en mesure, comme en 2008, de jouer les locomotives.

La pause de l'été tire à sa fin et plusieurs pays, parmi les plus endettés, feront face à très court terme à des échéances qui mettront à l'épreuve leur volonté de revenir à l'équilibre budgétaire et à leur capacité de relancer la croissance. La situation est compliquée par les nombreuses consultations électorales qui risquent de mettre à mal les engagements de rééquilibrage budgétaire des gouvernements sortants. Une reprise de l'agitation sociale, marquée par un regain de la polarisation opposant la gauche à la droite, est attendue. L'automne sera chaud, plus chaud que l'été.

D'après à juillet, toutes les projections de croissance du Fonds monétaire international (FMI) pour les pays avancés et pour les pays émergents ont été revues à la baisse. La zone euro est en récession avec

une croissance négative de -0,5%. Le pays le plus touché est la Grèce (-7,1%), suivi du Portugal (-3,3%), de l'Italie (-2,1%), et de l'Espagne (-1,8%). L'Allemagne ne va guère mieux, avec une augmentation anticipée de 0,5%. L'Angleterre et la France ne progressent pas, avec 0,2%.

Ailleurs, une croissance de 2,1% est prévue pour les États-Unis. Il en est de même pour le Canada. Les pays émergents, en partie à cause de la conjoncture extérieure, sont en perte de vitesse. La Chine tente un «atterrissage en douceur» avec une croissance de 7,5%.



L'Inde annonce une hausse de l'activité économique de 6,1%, suivi de la Russie (3,8%). Le Brésil, avec une croissance de 2,0%, se débat avec des infrastructures déficientes et un tassement de la consommation des ménages.

Des échéances majeures sont annoncées. Les autorités monétaires européennes (la Commission européenne, la Banque centrale européenne) et le FMI devront déterminer dès septembre de l'opportunité d'un renflouement financier de la Grèce. Des engagements pour de nouvelles compressions seront exigés du Parlement, ce qui risque

d'ébranler la coalition gouvernementale. Malgré des efforts importants, le Portugal ne pourra pas atteindre ses cibles budgétaires. L'augmentation insoutenable de l'intérêt sur la dette imposera une nouvelle intervention des autorités financières. Des élections auront lieu aux Pays-Bas à la mi-septembre. La proposition de payer pour le laxisme budgétaire des partenaires européens fait face à la résistance des eurosceptiques de la gauche socialiste. La mise à flot des banques espagnoles nécessitera une nouvelle injection de crédit dont l'ampleur est très attendue. L'Italie entrera en période préélectorale pour une consultation prévue pour avril. Les opposants aux mesures d'austérité du gouvernement de Mario Monti font des gains dans l'opinion, alors que les taux d'intérêt punitifs (6%) interdisent tout redressement. Enfin, le cadre budgétaire du gouvernement Hollande est annoncé pour la rentrée. Les marchés veulent des coupures. Celles-ci s'imposeront d'autant plus que la faible croissance diminue les rentrées fiscales.

Enfin, l'impasse sur la politique budgétaire américaine est inquiétante. Les allègements fiscaux cumulés aux compressions budgétaires imposées par le Congrès pourraient provoquer un arrêt de la croissance. À cette incertitude s'ajoute la question, non résolue du relèvement du plafond de la dette fédérale.

Sans être alarmiste, quel que soit le parti élu le 4 septembre, le Québec devra faire preuve d'une grande prudence dans ses choix de politique économique.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Je suis mal à l'aise face au discours de Jacques Duchesneau, qui tient plus de l'arroseur que du justicier. Comment ne pas voir une bonne dose d'opportunisme en l'entendant recycler cette accusation visant des ministres libéraux et le célèbre bateau de Tony Accurso? Ce comportement est indigne de quelqu'un qui aspire à devenir vice-premier ministre, car il représente tout le cynisme dont les Québécois ne veulent plus. Il devrait avoir la décence d'afficher une certaine réserve au lieu d'éclabousser tout un chacun.

— Yves Fortin, Québec

ÉLECTIONS QUÉBEC 2012



## À quand les prochaines élections?



ALAIN DUBUC  
COLLABORATION SPÉCIALE  
adubuc@lapresse.ca

Le résultat des élections de mardi prochain est encore entouré d'inconnues. Mais les sondages nous disent qu'on se dirige fort probablement vers un gouvernement minoritaire. Et le contexte politique nous dit que ce gouvernement aura du mal à survivre longtemps. Les prochaines élections ne sont pas loin.

Notre sondage CROP d'aujourd'hui place le Parti québécois en avance avec 32% des intentions de vote. La Coalition avenir Québec suit avec 28%, tandis que le Parti libéral du Québec, pas loin derrière, se retrouve néanmoins en troisième place avec 26%.

**La victoire prévisible de M<sup>me</sup> Marois sera maigrichonne.**

Le scénario le plus plausible, c'est une victoire de Pauline Marois qui formera un gouvernement minoritaire avec François Legault comme chef de l'opposition officielle. À moins d'un spectaculaire revirement, on peut déjà dire que si le PQ l'emporte, ce sera par défaut.

M<sup>me</sup> Marois plafonne à 32%, sans avoir réalisé le moindre gain pendant la campagne. Son parti stagne depuis 10 ans: 33,2% en 2003, 30,8% en 2007, 35,1% en 2008. Pour mémoire, Jean Charest avait recueilli 42,8% des voix il y a quatre ans. Il n'y a aucun élan en faveur du PQ. Sa victoire reposera essentiellement sur l'affaiblissement des libéraux et sur une montée des caquistes.

Le fait que le PLQ ait perdu tant de plumes, assez pour peut-être se retrouver en troisième place, peut se comprendre. Il y a une sagesse populaire dans le désir de remplacer un gouvernement au bout de neuf ans. D'autant plus qu'à l'usure du pouvoir se sont ajoutées de nombreuses maladroitures du gouvernement libéral et la gestion désastreuse du dossier de la construction. Mais il y a quelque chose d'injuste dans la façon dont les Québécois, surtout francophones, ont honni Jean Charest, qui a dirigé un bon gouvernement et qui a bien fait dans plusieurs dossiers, à commencer par la gestion de la crise économique.

Toujours est-il que la victoire prévisible de M<sup>me</sup> Marois sera maigrichonne. Cela posera un très sérieux problème démocratique si elle réussit à devenir majoritaire avec aussi peu. Mais même minoritaire, si elle n'obtient pas plus que 32% ou 33%, son mandat sera fragile, sa marge de manœuvre inexistante, et sa position précaire dans son parti où rôdent les chacals.

M<sup>me</sup> Marois n'aura pas de légitimité pour mettre en œuvre les éléments non consensuels de son programme. Elle devra mettre beaucoup d'eau dans son vin pour survivre face à deux partis d'opposition avec lesquels elle n'a aucun atome crochu.

Les libéraux, affaiblis par leur prévisible défaite, possiblement en troisième place, sans doute à la recherche d'un nouveau chef, hésiteront à se lancer rapidement dans la mêlée électorale. Par contre, comment pourraient-ils appuyer les initiatives d'un gouvernement qui veut détruire ce qu'ils ont construit, sur l'équilibre linguistique, le Plan Nord, les droits de scolarité, sans compter les manœuvres préréférendaires?

Quant à la CAQ, François Legault s'est décrit comme «un gars pressé», qui serait peu porté aux compromis s'il formait un gouvernement minoritaire. S'il se retrouve dans l'opposition – ce dont il pourra profiter pour donner de la cohésion à son parti – on peut supposer qu'il manifesterait le même empressement.

M<sup>me</sup> Marois aura devant elle deux partis, le PLQ et la CAQ, qui, malgré leurs origines et leurs cultures différentes, sont très proches idéologiquement. À eux deux, ils représentent un bloc très important de la population, là où se trouve maintenant le consensus québécois, et ils constituent en fait une majorité de blocage.

La plupart des gens ne choisissent pas d'élire un gouvernement minoritaire. Il s'agit le plus souvent d'une résultante accidentelle, en général peu viable. Celui qu'a dirigé Jean Charest a duré à peine un an et demi. Celui-ci pourrait être d'encore plus courte durée.

DEBATS@LAPRESSE.CA

## Le beau risque de la CAQ

À titre d'immigrant de la deuxième génération, je ne voterai pas pour Pauline Marois, parce qu'elle traîne le boulet de la séparation, qui fait peur non seulement aux anglophones, mais aussi à une importante proportion des allophones, dont des milliers ont été déçus des pseudo-politiques d'intégration socioéconomiques des leaders passés et présent du PQ.

Ces interminables chicanes ont des effets pervers directs sur nous, néo-Québécois, dans la mesure où elles occultent et relèguent au second plan nos continuelles récriminations d'insertion économique au sein de la société québécoise.

Malgré ses étonnantes capacités de résistance à l'adversité, M<sup>me</sup> Marois ne se tient pas debout, louvoie continuellement devant les questions cruciales qui requièrent des réponses claires, en plus de pratiquer souvent la langue de bois!

Quant au Parti libéral, il n'a pas tenu ses promesses non plus, après plus de neuf ans! Devenu arrogant et méprisant, il a toujours tenu pour acquis le vote des allophones. Regardez le taux de chômage élevé dans les communautés ethniques de deuxième et troisième générations (bourrées de diplômés!).

Il faut également noter que les jeunes Québécois de 18-35 ans demeurant dans la région métropolitaine de Montréal sont de plus en plus bilingues, voyagent beaucoup aux États-Unis et en Europe et ne se sentent pas, par conséquent, concernés par les débats et les craintes historiques de «séparation» des générations antérieures. Les bruyantes manifestations des jeunes dans les rues au cours des cinq derniers mois, réclamant la gratuité scolaire, sont une preuve éloquente de cette indépendance intellectuelle vis-à-vis de leurs parents.

Je voterai CAQ! J'invite tous les ressortissants québécois indécis, issus autant des communautés visibles (comme moi) que mes compatriotes affectueusement étiquetés de «pure laine» à en faire autant. Si la CAQ ne tient pas ses promesses non plus d'ici 4-5 ans, nous la sanctionnerons avec fracas! Pour le moment, elle nous offre une bonne solution de rechange aux autres partis, oasis de fraîcheur dans un désert aride. Votons pour le changement.

Nouffout Bouké, Laval

## « La Marois » et le mépris

Pauline Marois aura connu un parcours politique éprouvant. Pourtant, elle est toujours là.

Ces batailles, ces trahisons, ces luttes intestines qui en auraient terrassé plus d'un, ne l'ont pas abattue.

Je suis toujours abasourdie d'entendre les gens commenter ses vêtements, sa mise, sa coupe de cheveux, ses bijoux, son maquillage, son air de bourgeoise. Étonnée et consternée. On pense que le féminisme n'a plus sa place parce que les femmes ont accédé à l'égalité; c'est ce qu'on dit. Pourtant, certains sont plus égaux que d'autres...

Des femmes ministres qui doivent être des superfemmes pour faire les grosses «jobs» sales, ça va toujours, mais une femme premier ministre, holà...

Vous êtes indignés parce qu'évidemment, vous êtes convaincus que tout le Québec s'est mis à la modernité et a accepté que les femmes puissent sortir de la maison. Êtes-vous si certains de cela? Tous les jours, j'observe le contraire.

Si Jean Charest ou François Legault parlent fort, c'est qu'ils sont convaincant. Si Pauline Marois hausse le ton pour se faire entendre, c'est qu'elle est agressive et qu'elle a perdu ses moyens. Ah, «La Marois»! Deux poids, deux mesures.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Je suis toujours ahurie d'entendre les gens l'appeler avec mépris et condescendance «La Marois». Ce suintement misogyne dégouline des bouches de plusieurs. On la chosifie pour mieux la faire détester, la réduire. Quand entend-on mentionner «Le Charest» ou «Le Legault»?

C'est inepte. On n'attaque pas politiquement une femme comme on attaque un homme.

Nous avons tous assisté à la lutte de madame Marois pour accéder aux plus hautes instances du gouvernement. Les dernières années furent loin d'être faciles. Et pourtant, malgré les plus récents coups de poignard, elle est toujours là.

Elle a l'étoffe d'un chef. Oserai-je écrire d'une chef?

Elle a mon vote; pas parce qu'elle est femme, mais parce qu'elle a choisi le Québec, depuis longtemps.

Michèle Bourgon, Gatineau

## La soupe chaude

On sait que la soupe est chaude lorsqu'un candidat-vedette d'un parti s'aventure dans une salle publique où le chef d'un autre parti a été invité afin de monopoliser le micro et faire la leçon à l'adversaire. Le candidat péquiste dans Rosemont, Jean-François Lisée, a fait exactement ça à l'occasion du discours de François Legault dans l'est de Montréal.

Cela ne se fait pas pour plusieurs bonnes raisons. Il ne s'agit pas simplement d'une question protocolaire, c'est avant tout une règle qui tend à garder les campagnes électorales plus sereines.

Imaginez la situation si chaque parti envoyait des sbires monopoliser les micros lorsque des adversaires politiques ont l'occasion d'expliquer leurs plateformes devant des chambres de commerce ou autres organisations publiques. Les assemblées publiques risqueraient de dégénérer rapidement en engueulades entre les partisans de l'orateur invité, et les faiseurs de trouble envoyés sur les lieux pour le déstabiliser.

Pauline Marois a aussi enfreint, en toute connaissance de cause, la règle non écrite dans la tradition électorale québécoise qui veut qu'un chef ne fasse pas campagne dans la circonscription d'un autre chef. Elle est allée dans L'Assomption (circonscription de M. Legault) au moins deux fois.

Ces éléments me portent à croire que les enjeux des présentes élections vont bien au-delà d'un simple changement de gouvernement. Certains chefs y jouent leur avenir politique, et certains partis constatent qu'il y a perte d'un monopole sur une partie de l'électorat. Les émotions prennent le dessus, on attaque le chef d'un parti adverse non pas pour ses idées, mais pour régler des querelles personnelles passées. On

attaque un candidat pour sa corpu- lence, on demande des déclarations de revenus comme des politiciens américains. Vraiment n'importe quoi.

Jean-Carle Hudon, avocat retraité

## Ceux qui paient beaucoup peuvent partir

La bataille dans notre société n'est pas entre ceux qui ont des moyens et ceux qui n'en ont pas. Ceux qui ont des moyens aident ceux qui n'en ont pas en payant un lot de taxes élevées. En plus, les gens qui ont des moyens font souvent des dons de charité sur une base volontaire.

Non, la bataille dans notre société est entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas.

Ceux qui ne paient pas sont souvent couverts par les médias de façon sympathique. Ceux qui ont des moyens, qui agissent et qui paient, sont «plates», travaillant pour accomplir des tâches productives et impossibles, habillés en habits gris. Ils ne jouent pas de la casserole pour emmerder leurs concitoyens. Ils ne bloquent pas les rues avec des manifestations. Ils ne s'attendent pas, de façon égoïste, à ce que d'autres paient pour leurs désirs et leurs besoins. Non, ils se lèvent le matin, vont au travail et paient de façon responsable les factures pour leur propre famille et pour la société. Ce sont des gens vraiment plates. Personne ne leur accorde la moindre attention.

À ces élections-ci, nos politiciens sont de nouveau en train de se battre pour déterminer qui peut donner le plus d'argent aux électeurs, avec plus de gratuité ici et de réductions là. Cet achat massif et public de votes, par des chefs de parti peu attrayants, est pathétique.

Le Québec peut facilement être la Grèce de demain. Nous avons tout ce qu'il faut, incluant une philosophie: la joie de vivre! Nos bourreaux de détente sont plus nombreux que nos bourreaux de travail. Nous dépensons beaucoup trop pour des programmes sociaux souvent considérés chéris ou sacrés par nos politiciens et les médias. Nous avons 200 milliards de dette publique. Nous nous acheminons vers des niveaux d'impositions beaucoup plus élevés. Les gens et l'argent sont mobiles. Le Québec devrait bientôt commencer à être gentil avec les gens qui ont des moyens et avec les travailleurs acharnés qu'ils adorent taxer avant qu'ils ne s'envolent pour gagner de l'argent et créer des emplois ailleurs.

David Forest, Montréal

### LE DÉBAT DU JOUR Une femme premier ministre: un pas important?

Selon vous, quelle serait la signification de l'élection de la chef du Parti québécois, Pauline Marois, comme première femme au poste de premier ministre du Québec?

Lisez le point de vue, notamment, de Jana Havrankova,

Louis Bernard, Pierre Simard...et surtout, faites valoir le vôtre.

lapresse.ca/debats/debat-du-jour





L'ÉVÉNEMENT  
**GAGNEZ  
À L'ÉCHANGE**

C'EST LE MOMENT D'EMBARQUER DANS LA  
MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS.



«MEILLEUR CHOIX  
SÉCURITÉ» SELON L'IIHS



GAGNANT  
«MEILLEUR ACHAT 2012»  
DE CONSUMERS DIGEST

MEILLEUR DE SA CATÉGORIE  
**283 CH\***



**36** MPG<sup>Δ</sup>  
**7,9L** /100 KM  
SUR ROUTE

**DODGE GRAND CARAVAN SE 2012**

LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS DEPUIS 28 ANS<sup>✓</sup>

À PARTIR DE:

**19 995 \$<sup>+</sup>**

LE PRIX COMPREND 8 000 \$<sup>0</sup> DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

OU CHOISISSEZ

UN FINANCEMENT  
À L'ACHAT DE

**58 \$<sup>+</sup>**

PAR SEMAINE  
POUR 96 MOIS

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE  
SUR LA CLIMATISATION INCLUS

OU CHOISISSEZ

**DODGE GRAND CARAVAN SXT 2012**

- Sièges Super Stow 'n Go<sup>MD</sup> en 2<sup>e</sup> rangée avec dossiers rabattables d'un seul geste – exclusifs dans sa catégorie\*!
- Porte-bagages de toit Stow 'n Place<sup>MC</sup> – exclusif dans sa catégorie\*!
- Moulures latérales et poignées de porte assorties
- Console au plancher avec porte-gobelets
- Glaces à écran solaire foncé

**NOUVEAU  
TAUX!** **3,99%**  
OBTENEZ  
UN TAUX DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT DE  
POUR 60 MOIS\*

**ÉCONOMISEZ 1 500 \$ EN FRAIS DE TRANSPORT**  
SUR UNE QUANTITÉ LIMITÉE DE 290 VÉHICULES SXT SÉLECTIONNÉS\*

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP<sup>MD</sup> | DODGE | RAM DU QUÉBEC

[www.dodge.ca/offres](http://www.dodge.ca/offres)



**MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.**  
15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.



**RAM**

**DODGE**

CHRYSLER



**Jeep**  
MD

\* Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2012 et 2011 de Chrysler Canada. L'affirmation 8,1 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme ÉnergieGuide 2012. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule peut varier selon son groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme ÉnergieGuide. Le consommateur avisé lit les petites caractéristiques: S, D, L, etc. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 19 et le 31 août 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 500 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés aux prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les prêts neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (hors Québec). Le concessionnaire participant pour vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails. Le prix d'achat comprend le véhicule, le transport, les taxes, les frais de transport et la taxe sur la climatisation. Les autres véhicules conçus ou manufacturés par Chrysler Group LLC sont exclus. Le sceau Best Buy est une marque de commerce de Consumers Digest Communications LLC et utilisée sous licence. \*\* SIRIUS et le logo du chien sont des marques déposées de SIRIUS Satellite Radio Inc. \*\* Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC et utilisée sous licence. \*\* Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • RAM

